



ÉVALUATION FINALE

Projet : « Woumtaaba »

(Terrain d'Entente) : Réduire la violence intercommunautaire et renforcer la cohésion sociale dans les régions du Centre Nord et Sahel au Burkina Faso, financé par le Programme pour la Stabilisation et les Opérations de Paix (PSOP) du gouvernement Canadien

Janvier 2024

Cabinet : EMANIFA Group SARL

Téléphone : +226 25 37 57 67/76 61 64 44 - Email : emanifagroupsarl@gmail.com

Contacts :

Anselme DIPAMA
Design Monitoring & Evaluation Officer
Ouagadougou | BURKINA FASO
Email: adipama@sfcg.org
Tel: +226 77 70 59 17

Sahirou Lawali GARBA
Directeur Pays
Adresse : OUAGA-2000 | Ouagadougou | Burkina Faso
Email : lsahirou@sfcg.org
Tel: + 226 07 77 36 30

Table des matières

<i>Sigles et abréviations</i>	3
<i>Remerciements</i>	3
<i>Clause de Non-Responsabilité</i>	4
<i>Liste des figures</i>	4
<i>Liste des Tableaux</i>	4
<i>Résumé exécutif</i>	5
<i>Résultats clés</i>	5
<i>Introduction</i>	12
<i>À propos du projet « Woumtaaba »</i>	12
<i>À propos de l'évaluation finale du projet « Woumtaaba »</i>	12
<i>2. Méthodologie</i>	13
<i>2.1 Approches méthodologiques</i>	13
<i>Répartition selon le sexe et l'âge</i>	14
<i>2.2 Traitement et analyse des données</i>	16
<i>2.3 Limites de l'évaluation et mitigation</i>	16
<i>2.4 Assurance qualité des données</i>	17
<i>2.5 Respect de l'éthique</i>	17
<i>3. Résultats</i>	18
<i>3.1 Pertinence du projet</i>	18
<i>3.1.1 Pertinence des activités du projet par rapport aux besoins des populations dans les régions dans les Régions du Centre-Nord et du Sahel</i>	18
<i>3.1.2 Pertinence de « Woumtaaba » par rapport aux acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités</i>	19
<i>3.1.3 Pertinence par rapport au choix des bénéficiaires du projet</i>	20
<i>3.1.4 Pertinence par rapport au personnel dédié au projet</i>	20
<i>3.1.6 Création de synergies avec d'autres organisations</i>	22
<i>3.2 Cohérence du projet « Woumtaaba »</i>	23
<i>3.2.1 Cohérence des objectifs du projet « Woumtaaba » par rapport aux priorités locales et nationales</i>	23
<i>3.2.2 Cohérence des objectifs du projet « Woumtaaba » par rapport aux stratégies et politiques globales de l'organisation</i>	24
<i>3.2.3 Cohérence des objectifs du projet par rapport aux instruments régionaux de résilience des communautés face à l'extrémisme violent</i>	26
<i>3.3 Efficacité dans la mise en œuvre du projet « Woumtaaba »</i>	26

3.3.1	<i>Planification et mise en œuvre des activités du projet</i>	26
3.3.2	<i>Efficacité par rapport à la mitigation des contraintes liées à la mise en œuvre du projet</i>	29
3.3.3	<i>Efficacité par rapport à la satisfaction des attentes et des besoins des cibles du projet</i>	30
3.3.4	<i>Efficacité par rapport à l'inclusion dans la mise en œuvre des activités du projet</i>	31
3.4	<i>Effets et impacts</i>	31
3.4.1	<i>Effets liés à l'objectif spécifique 1 du projet : Renforcer la protection des populations et réduire les risques de violences communautaires</i>	31
	☞ <i>Effets du projet sur la collaboration et la confiance entre les populations, la société civile, les autorités locales, régionales et nationales</i>	31
	☞ <i>Effets du projet sur la réduction des discours de haine et la promotion des contenus médiatiques sensibles aux conflits</i>	33
3.4.2	<i>Effets liés à l'objectif spécifique 2 du projet : Répondre aux causes structurelles et récurrentes des conflits à travers le renforcement des mécanismes de gestion de conflit et la mise en œuvre de projets de stabilisation, tout en y intégrant une approche sensible au genre</i>	35
3.4.3	<i>Analyse des indicateurs de performance du projet</i>	37
3.5	<i>Indicateurs du projet</i>	48
3.6	<i>Durabilité du projet</i>	50
3.6.1	<i>Acquisition des connaissances</i>	51
3.6.2	<i>Appropriation du projet par l'ONAPREGECC et ses démembrements</i>	51
3.6.3	<i>Appropriation de « Woumtaaba » par l'État et les acteurs des autres acteurs nationaux</i>	52
3.6.4	<i>Pérennisation de la collaboration entre les autorités locales et les démembrements de l'ONAPREGECC</i>	53
3.6.5	<i>Facteurs déterminants de la viabilité du projet</i>	53
3.7	<i>Succès, bonnes pratiques, contraintes et leçons apprises</i>	53
3.7.1	<i>Succès et bonnes pratiques</i>	53
3.7.2	<i>Contraintes et leçons apprises</i>	54
5.	<i>Conclusion</i>	55
6.	<i>Recommandations</i>	55
7.	<i>Annexes</i>	57

Sigles et abréviations

AGR	Activités Génératrices de Revenus
CAD	Comité d'aide au développement
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CGA	Approche Common Ground
CLE	Comité Local de gestion des points d'Eau
COGeS	Comité de Gestion des centres de Santé
CVD	Comité Villageois de Développement
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
FGD	Focus Group de Discussions
GEV	Groupes Extrémistes Violents
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONAPREGECC	Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisations de la société civile
PDI	Personnes Déplacées Internes
PSOP	Programme pour la stabilisation et les opérations de paix du Canada
SPSS	Statistical Package for the Social Science
STD	Service Technique Décentralisé
VDP	Volontaires pour la Défense de la Patrie

Remerciements

L'équipe de consultants tient à remercier tous les informateurs qui ont fourni des informations privilégiées sur le projet, **“Woumtaaba**. Nous tenons sincèrement à remercier les gouverneurs, les préfets/ présidents de délégation spéciale, les responsables de l'ONAPREGECC, les autorités coutumières et religieuses des Régions du Centre-Nord et du Sahel pour leur disponibilité et accompagnement.

L'équipe d'évaluation souhaite remercier le bailleur, programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP) du Canada, les services techniques déconcentrés de l'État, les autorités judiciaires, administratives, militaires et sécuritaires, des structures de défense des droits de l'homme dans les deux régions ainsi que les leaders d'associations de femmes et des jeunes, les responsables de médias et les communicateurs et toutes les personnes-ressources, dans la zone de couverture du projet.

L'équipe apprécie le soutien, les données et les idées reçues de la part des démembrés de l'ONAPREGECC, le personnel de mise en œuvre du projet à Search notamment le Directeur

pays-Burkina, le chef du projet et les responsables de base, les 6 communes couvertes par le projet, les équipes d'appui telles que : les équipes des médias et communication, les équipes des finances, les équipes de sécurité et des opérations. Nous tenons également à remercier le soutien technique fourni par le chargé régional Suivi-Évaluation. Nous remercions particulièrement chaque membre de l'équipe qui a assuré le suivi de la collecte des données, l'analyse et la rédaction du rapport.

Clause de Non-Responsabilité

Les opinions exprimées dans ce rapport sont l'avis professionnel indépendant et sincère des évaluateurs. Elles ne sont en aucun cas celles du bailleur et du commanditaire de cette évaluation (Search).

Liste des figures

Figure 1et 2: Répartition des enquêtés par tranche d'âge et sexe	14
Figure 2: Perception d'amélioration de la collaboration entre les populations et les autorités	32
Figure 3: Perception de réduction des discours de haines et des fausses informations.....	34
Figure 4: Niveau de reconnaissance de la valeur ajoutée des jeunes dans la promotion de la cohésion sociale	38
Figure 5: Niveau de satisfaction de l'efficacité des actions de l'ONAPREGECC pour la gestion des conflits.....	39
Figure 6: Niveau de perception des cibles que les décisions/actions.....	40
Figure 7: Niveau de la collaboration des leaders et des autorités formelles et informelles autour de stratégies de protection et de cohésion sociale	41
Figure 8: Proportion des répondants qui disent mener des activités pour influencer les choses qui leur tiennent à cœur	43
Figure 9: Niveau de disponibilité et de fonctionnalité des administrations publiques selon les répondants.....	44
Figure 10: Niveau de satisfaction des répondants par rapport aux services demandés aux autorités.....	45
Figure 11: Niveau de confiance des répondants dans les sources d'information	46
Figure 12: Niveau de confiance des répondants dans les interactions avec les autres communautés.....	47
Figure 13: Proportion des répondants qui disent se sentir en sécurité quand ils se déplacent dans les communautés.....	48

Liste des Tableaux

Tableau 1: Cibles de l'étude	15
Tableau 2: Répartition de l'échantillon du sondage selon la commune	15
Tableau 3: Répartition du nombre de groupes de discussion par commune	16
Tableau 4: Taux de réalisation des activités	28
Tableau 5: Niveau d'atteinte des indicateurs	48

Résumé exécutif

Résultats clés

De la Pertinence du projet par rapports aux besoins des communautés :

Qu'il s'agisse des activités, des acteurs impliqués dans leurs réalisations, des bénéficiaires de ces activités et du personnel mobilisé pour le pilotage du projet, les différents discours et témoignages collectés au cours de la mission de collecte de données s'accordent majoritairement sur le fait que le projet a répondu aux besoins des communautés.

- ☞ **Sur la pertinence des activités du projet :** Search a réalisé différentes activités dans l'optique d'atteindre les deux résultats clés du projet. La formation en transformation de conflits pour renforcer les capacités et les compétences des jeunes, des femmes et des membres de l'ONAPREGECC à mieux prévenir et gérer les conflits, la formation en théâtre participatif et la réalisation des théâtres participatifs pour aborder les problèmes de manière plus ludique afin de trouver les solutions ensemble, les activités de planification participative et la réalisation des initiatives conjointes en faveur de la paix menées par les jeunes pour soutenir et promouvoir un engagement plus conséquent de ces derniers aux efforts de paix dans leurs localités. Ces activités de l'avis des bénéficiaires et des acteurs de mise en œuvre du projet contribuent à *« renforcer la protection des populations et réduire les risques de violences communautaires immédiates à travers des initiatives portées par des jeunes hommes et femmes leaders en collaboration avec les autorités et les médias »*.

De même, le fait de former des professionnels de médias et des influenceurs sur la détection des messages erronés, de soutenir la production des contenus « Infos-Intox » et la production et diffusion des programmes en faveur de la cohésion sociale, a contribué à *« Répondre aux causes structurelles et récurrentes des conflits à travers le renforcement des mécanismes de gestion de conflit et la mise en œuvre de projets de stabilisation, tout en y intégrant une approche sensible au genre »*.

- ☞ **Sur la pertinence de « Woumtaaba » par rapport aux acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités :** Impliquer les jeunes et les femmes leaders, les leaders et figures d'autorités communautaires, les autorités locales, les membres de services techniques (les démembrés de l'ONAPREGECC), les auteurs des médias et les acteurs de la société civile (influenceurs locaux, les animateurs, les lanceurs d'alerte et les journalistes) dans la mise en œuvre d'un projet de renforcement de la cohésion est tout à fait pertinent parce que ce sont toutes les composantes sociales (protagonistes et médiateurs) qui sont impliqués. Encore plus lorsque les conflits sont intra et intercommunautaires comme ceux auxquels le projet a cherché à s'adresser. Les bénéficiaires et les acteurs de mise en œuvre du projet saluent cette approche de Search d'impliquer tous les acteurs sociaux dans ce projet.

- ☞ **Sur la pertinence par rapport au choix des bénéficiaires du projet :** Le choix porté sur ces acteurs se justifie selon les informateurs clés par le fait (i) les jeunes, les femmes sont des cibles vulnérables de l'insécurité et de l'instabilité et qu'en même temps, les jeunes et les populations déplacées et les communautés hôtes sont souvent étiquetés dans les narratifs sociaux comme protagonistes des conflits inter et intra-communautaires, ii) les femmes, les acteurs des médias et les acteurs des structures étatiques sont perçus comme des acteurs positifs œuvrant au désescalade des conflits, tensions et violences au sein et à travers les communautés. Leur choix est donc

pertinent au regard des rôles que chaque groupe de bénéficiaires jouent dans les dynamiques des conflits intra et intercommunautaires.

- ☞ **Sur la pertinence par rapport au personnel dédié au projet :** Pour ce projet, plusieurs profils ont été mobilisés pour composer l'équipe en charge de sa mise en œuvre. Il s'agit entre autres d'un expert dans le management de projets et des assistants avec des compétences dans la conduite d'activités de masse et communautaires. Cette équipe a été appuyée par les unités médias, finances et Suivi- Évaluation de Search pour assurer une mise en œuvre réussie du projet. Même si l'équipe d'évaluation estime que des compétences auraient pu être mobilisées notamment pour les activités génératrices de revenus et celles de redynamisation/construction d'infrastructures, il convient de dire que l'équipe était bien fournie et la répartition des équipes sur le terrain permet d'assurer un équilibre géographique notamment avec la présence des mobilisateurs communautaires dans chacune des communes du projet.

De la Coordination entre les équipes de Search et de ses partenaires

En amont du projet et dans le cadre de son ancrage institutionnel, Search a noué un partenariat avec l'ONAPREGECC. Ce partenariat est stratégique parce qu'il s'aligne à la mission de Search de soutenir les efforts de l'État burkinabè dans la prévention et la gestion des conflits. Ayant déjà travaillé ensemble sur d'autres projets, Search et l'ONAPREGECC ont une nette compréhension des forces et des faiblesses de l'autre. La coordination autour de ce projet a favorisé une approche intégrée, permettant ainsi d'aborder de manière holistique les divers aspects de la violence intercommunautaire : Search apportant son expertise en termes de transformation de conflits et l'ONAPREGECC offrant ses observatoires pour porter les actions sur le terrain. Les réunions de coordination (trimestrielles) étaient des espaces pour discuter ensemble de toutes les phases du projet, mais le contact était régulier notamment sur le terrain pour suivre l'effectivité des activités.

De la création de synergies avec d'autres organisations

En l'état, il est difficile de parler de synergie puisque l'ONAPREGECC et ses démembrements sont parties intégrantes du projet. Search n'a pas travaillé avec d'autres acteurs œuvrant dans le même domaine (transformation de conflits) ou sur la même thématique (Prévention et gestion des conflits intra et intercommunautaires). Il est possible que les actions de Search aient favorisé les activités d'autres acteurs (ONG internationales, OSC, etc...) mais il n'y a pas d'éléments qui permettent de soutenir une telle affirmation. L'équipe d'évaluation ne peut donc affirmer que des synergies ont été créées avec d'autres organisations autour de ce projet.

De la cohérence du projet "Woumtaaba"

- ☞ Le projet est cohérent avec la Stratégie nationale de promotion d'une culture de la tolérance et de la paix du Burkina Faso (SNPTCP/BF) en ce sens que les activités du projet répondent aux besoins identifiés dans le cadre du Plan d'action national de l'ONAPREGECC. De plus, l'organisation des consultations communautaires pour définir les types de changements souhaités et créer des indicateurs pour mesurer ces changements a été très appréciée par les populations.
- ☞ Les résultats de l'évaluation montrent que l'objectif global du projet « **Réduire la violence intercommunautaire et renforcer la cohésion sociale dans les régions affectées par les déplacements de populations au Burkina Faso (Centre Nord et Sahel)** » s'aligne avec le premier objectif de la stratégie Sahel de Search, puisqu'en en réduisant la violence inter et intra-communautaire et en renforçant la cohésion sociale entre les communautés, Search contribue à « **renforcer l'interdépendance sociale et économique au-delà des lignes**

de division ». L'objectif spécifique 1 du projet « **Renforcer la protection des populations et réduire les risques de violences communautaires immédiates à travers des initiatives portées par des jeunes hommes et femmes leaders en collaboration avec les autorités et les médias** » s'aligne avec le cinquième objectif de la stratégie sahel « **Catalyser les jeunes en tant qu'acteurs et intermédiaires de la consolidation de la paix dans toute la région** ».

- ☞ L'objectif du projet s'aligne directement aux instruments de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest – CEDEAO notamment le Cadre de prévention des conflits en sa composante « **Éducation à la paix (culture de la paix)** » qui vise à « **transformer les mentalités et le modèle comportemental des populations, notamment chez les enfants, les jeunes et les décideurs, à travers des moyens de pensée, d'action et d'interaction exclusivement pacifiques** ». Les objectifs s'alignent également au plan d'action prioritaire de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en ce qui concerne la "promotion de la communication, du dialogue intercommunautaire et de la prévention de l'extrémisme violent" et "renforcement des synergies opérationnelles entre les forces de sécurité et les communautés locales pour mieux protéger les communautés locales, instaurer la confiance et assurer la transparence." Également, le programme s'aligne à l'objectif 13 de « **la Paix, la Sécurité et la Stabilité sont préservées** » de l'agenda 2063 de l'Union Africaine et sur les **Objectifs de Développement Durable (ODD)** spécifiquement à l'objectif 16, « **Promouvoir l'avènement des sociétés pacifiques et ouvertes aux fins de développement durable** ».

De l'Efficacité du projet

- ☞ Efficacité par rapport à la réalisation des activités : la grande majorité des activités du projet ont été réalisées conformément à la planification faite au début du projet et les adaptations apportées à mesure que le projet avançait. Cependant du fait de l'insécurité dans certaines communes, le taux de réalisation de certaines activités n'a pas atteint le cent pour cent et une activité n'a pu être réalisée. Pour celles qui ont été réalisées (taux inférieur, égal ou supérieur à 100%), la plupart des indicateurs liés aux cibles des activités (nombre de personnes touchées) sont inférieurs à cent pour cent. (Voir tableau des activités à la page 27).
- ☞ Efficacité par rapport à la mitigation des contraintes : Le délai d'exécution du projet a souffert de quelques contraintes sécuritaires et politiques qui ont fait que les activités ne pouvaient se tenir dans le délai initial de 24 mois. Search a dû demander une extension sans coût pour une période de 3 mois afin de terminer la réalisation des activités et atteindre les cibles prévues. On ne peut pas imputer ce retard à Search et ses partenaires. En revanche, on peut apprécier la capacité d'adaptation au contexte changeant et dire que Search a été très proactive et a maintenu une communication de tous les instants avec le bailleur pour expliquer les défis et les mesures adaptatives (Voir les détails analytiques à la page 29 et suite)
- ☞ Efficacité par rapport à la satisfaction des besoins et des attentes des bénéficiaires : l'analyse des données et des témoignages collectées permettent de dire que le projet a été efficace dans l'atteinte des deux résultats clés attendus de la réalisation des activités du projet. Ainsi le projet a permis de « **Renforcer la protection des populations et réduire les risques de violences communautaires immédiates** » et de « **Répondre aux causes structurelles et récurrentes des conflits intra et intercommunautaires** » (Voir détails analytiques à la page 30 et suite).

- ☞ Efficacité par rapport à l'inclusion et la participation : Le choix des bénéficiaires des activités du projet a été un des facteurs de réussite du projet. En effet Search a adopté une approche sensible aux problématiques d'inclusions avec la réalisation d'une analyse genre dès le début du projet. Celle-ci a permis aux équipes de Search de mieux appréhender les différents niveaux d'inclusion et les différentes composantes sociales qui devaient faire l'objet d'attention particulière afin de garantir leur implication et participation aux activités du projet. Toute chose qui a contribué à l'adhésion des populations à ces activités (Voir détails analytiques à la page 31 et suite).

Des effets et impacts du projet

- ☞ Amélioration de la confiance et de la collaboration entre les acteurs : 83% des répondants au sondage soutiennent que la confiance entre les populations et les autorités (formelles et informelles, civiles et leaders) s'est améliorée au cours des 20 derniers mois alors que ce taux était de 53,6% pendant l'étude de base. Pour ce qui est de la collaboration entre les jeunes (hommes et femmes) et les autorités administratives, coutumières, et les services techniques de l'État, les résultats de l'évaluation montrent une amélioration significative entre l'étude de base et l'évaluation finale (respectivement de 54% et de 83%). Cette amélioration de la confiance et de la collaboration aurait pour effet direct, la connexion positive entre les populations et les autorités à tous les niveaux dans les localités.
- ☞ **Réduction des discours de haine** : Même si le contexte reste encore fortement fragile et marqué par la circulation de rumeurs et de discours de tout genre, 100% des répondants contre 53,6% à l'étude de base, notent une réduction des discours de haine dans les communautés. Ils soutiennent que la tendance est de plus en plus à la vérification des informations avant de les partager. Si la tendance est plus globale, cela est plus constatable chez des acteurs comme les hommes et femmes des médias, des influenceurs, des jeunes (hommes et femmes) et des membres des OSC.
- ☞ Renforcement de la connaissance du rôle et des attributions de l'ONAPREGECC : Les données de l'évaluation confirment une amélioration substantielle de la connaissance de l'institution qui est l'ONAPROGECC à travers des observatoires villageois et départementaux. En effet, 78% des répondants à cette évaluation disent connaître l'ONAPREGECC à travers ses démembrements au niveau des villages et au niveau des départements. Sur les 78% qui affirment connaître l'institution ou un de ses démembrements, 87 % parviennent à citer au moins une des missions de celle-ci. Ceci est très évocateur de l'amélioration de la connaissance de l'ONAPREGECC et/ou ses démembrements dans les communautés puisqu'à l'étude de base, même ceux qui affirmaient connaître l'institution ne parvenaient pas à évoquer sa mission.
- ☞ Appréciation des actions des démembrements de l'ONAPREGECC en faveur de la consolidation de la paix : 83,24% des répondants estiment avoir confiance en la capacité des observatoires villageois et départementaux à prévenir et gérer les conflits communautaires. Parmi eux, 73% disent être satisfaits des actions entreprises par les observatoires dans le cadre de la prévention et 72% dans le cadre de la gestion des conflits locaux. Ces chiffres étaient respectivement de 42,45% et de 40,9% à l'étude de base, soit une amélioration de la satisfaction des populations de l'ordre de 30,5 points en ce qui concerne la prévention des conflits et de 31,1 points en ce qui concerne la gestion des conflits.

- ☞ Augmentation de la valeur ajoutée des jeunes dans les efforts de promotion de la cohésion sociale : L'augmentation significative du pourcentage de répondants reconnaissant la valeur ajoutée des jeunes dans la promotion de la cohésion sociale, passe de 51% pour l'étude de base à 86% à l'évaluation finale. Si le projet n'est pas le seul responsable de cette embellie dans la reconnaissance des efforts des jeunes, les jeunes reconnaissent qu'il y a joué un rôle déterminant. Ce qui traduit un effet positif du projet.
- ☞ Engagement des populations dans des actions pour influencer les choses qui les tiennent à cœur : Globalement, 94% des répondants (Issus de la population dans toutes les localités) est engagée dans des actions pour influencer des questions qui leur sont importantes, et la principale chose qui tient à cœur les populations dans toutes les communes du projet est la stabilité et la sécurité dans leurs localités. Que ce soient des activités de médiation dans un conflit conjugal, un partage d'informations avec les forces de défense et de sécurité, une sensibilisation dans les groupes de jeunes ou de femmes, les bénéficiaires du projet soutiennent qu'ils sont engagés dans les efforts de stabilisation et de sécurisation engagés par l'État.

Ces éléments et d'autres développés dans la section de résultats de l'évaluation (page 32 et suite) permettent de dire que le projet a eu des effets significatifs sur les populations de manière globale et singulièrement sur les bénéficiaires directs du projet, en ce sens qu'ils ont contribué à un changement de perception, d'aptitude, de comportement et d'attitude chez ces personnes.

De la durabilité

- ☞ Le renforcement des connaissances des démembrés de l'ONAPREGECC, les membres des CVD, les COGeS, les comités de gestion des points d'eau, acteurs locaux à la base et les autorités locales un élément factuel de la pérennisation des résultats générés par la mise en oeuvre du projet. Les connaissances et les compétences acquises par ces acteurs sont des acquis qui peuvent être exploités pour apporter des réponses concertées aux problèmes qui surviennent dans les communautés.
- ☞ Dans la même logique, la redynamisation de certains observatoires (villageois et départementaux) assure la disponibilité de cadres appropriés pour les concertations autour des problèmes inhérents à la vie des communautés.
- ☞ Les AGRS et les infrastructures augurent de belles perspectives pour soutenir l'élan des jeunes et des femmes dans les efforts en faveur de la stabilisation, la sécurité, la cohésion sociale et la paix dans leurs localités.
- ☞ La diffusion en continu des productions de Search sur les thématiques de cohésion sociale, vivre-ensemble, fausses informations, discours de haine, etc... est gage que les populations garderont toujours les réflexes de vérification des informations qu'elles recevront de sources douteuses ou peu fiables.

Des succès, bonnes pratiques, contraintes et leçons apprises

Succès et bonnes pratiques

1. L'engagement actif des jeunes leaders qui a été reconnu par 86% des répondants, démontrant une contribution significative à la promotion de la cohésion sociale ;

2. La collaboration fructueuse entre l'ONAPREGECC, les autorités locales et les médias a conduit à une augmentation notable de la satisfaction quant à l'efficacité des actions de l'ONAPREGECC, passant de 41% à 73%.
3. De plus, les formations en transformation de conflit et en théâtre participatif ont atteint un taux de réussite de 100%, soulignant l'efficacité des méthodes éducatives employées.
4. La réalisation des infrastructures communautaires et l'implication des acteurs de la société civile sont également à créditer dans le cycle de vie du projet.
5. Les bonnes pratiques incluent aussi la mise en place d'observatoires départementaux et villageois de l'ONAPREGECC ainsi que la production d'émissions radiophoniques dédiées à la cohésion sociale.

Contraintes et leçons apprises

Le projet "Woumtaaba" a dû surmonter certaines contraintes au cours de sa mise en œuvre. Parmi celles-ci, les défis sécuritaires qui ont entraîné des retards dans la réalisation des infrastructures communautaires prévues. Cette situation a été contournée grâce à une planification flexible et adaptative, en tenant compte des contextes instables. La leçon apprise de cette contrainte est l'importance de développer des mécanismes de réponse rapide et de flexibilité dans la mise en œuvre des activités, en particulier dans des zones où la sécurité peut être précaire.

Par ailleurs, le projet a tiré des leçons positives de ses réussites, soulignant l'efficacité des formations en transformation de conflit et en théâtre participatif. Ces approches éducatives ont été particulièrement bien reçues et ont montré leur efficacité dans l'atteinte des objectifs du projet. Cette leçon met en évidence l'importance de privilégier des méthodologies participatives et adaptées au contexte pour garantir un impact significatif.

En résumé, les contraintes rencontrées ont souligné la nécessité d'anticiper et de s'adapter aux réalités changeantes du terrain, tandis que les leçons apprises ont renforcé l'importance de méthodes éducatives innovantes et flexibles pour maximiser l'efficacité des interventions.

Recommandations

A l'endroit de Search

- Initier un nouveau projet, dont la formulation permettra de soutenir le vivre ensemble, fragilisé actuellement pour la stigmatisation dans la lutte contre l'extrémisme violent avec ses effets collatéraux ; Certaines personnes sont accusées à tort d'être des collaborateurs des extrémistes et sans autres formes de procès sont exécutées ; Ce projet devra intégrer la promotion des droits de la femme pour d'égalité.
- Prendre en compte les démembrements l'ONAPREGECC dans de futures initiatives dans la zone ;
- Les futures formulations de projets, tirant les leçons de woumtaaba devront mettre l'accès sur les besoins en eau de la population et les activités génératrices de revenu ;
- Partant du manque de synergie d'actions dans la mise en œuvre de ce projet avec les autres intervenants nationaux et internationaux qui mettent en œuvre des actions similaires, il serait souhaitable que pour les futures interventions, Search travaille à unir ses forces avec celles d'autres structures de renommée pour solliciter des financements et identifier des partenaires locaux de mise en œuvre pour plus de durabilité ;

- Search, au regard du niveau moyen d'atteinte de ses Indicateurs du cadre MEAL doit continuer à intensifier des actions en faveur des religieux et des coutumiers qui restent des socles sûrs de la société burkinabé et à même de contribuer de manière soutenue en milieu rural à promouvoir la cohésion sociale sur les plans intra et intercommunautaires afin d'accroître le pouvoir d'agir individuel de chaque acteur.

☞ A l'endroit du programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP) du gouvernement canadien

Le projet a apporté une solution à des préoccupations réelles que vivent les populations des deux régions, et tenant compte des résultats du projet et des défis sécuritaires et de la menace qui pèse sur le vivre-ensemble au Burkina Faso, l'évaluation suggère au PSOP de poursuivre le financement de projets qui soutiendraient la pérennisation des acquis de "Woumtaaba", car sans paix, il n'y a pas de développement.

☞ A l'endroit de l'État et des collectivités

- Les collectivités doivent mettre en place des mécanismes de mobilisation de ressources pour assurer la pérennisation des actions déjà amorcées par le projet ;
- Élargir les fonds des contributions patriotiques initiés en faveur des FDS et des VDP aux communautés afin de développer des initiatives locales de promotion de la cohésion sociale ;
- Doter les communes de moyens pour promouvoir les actions de paix au niveau local ;
- Continuer le recyclage et la formation des démembrements de l'ONAPREGECC.
- Organiser des rencontres périodiques permettant de faciliter la collaboration entre les différentes communautés au niveau communal

Introduction

À propos du projet « Woumtaaba »

Les régions du Sahel et du Centre-Nord font partie des régions les plus touchées par l'insécurité généralisée qui affecte le Burkina Faso. Face à l'activisme des groupes extrémistes violents, l'État s'est fragilisé avec pour conséquence une dégradation de la sécurité et des conditions socio-économiques, des déplacements massifs de population et la multiplication des conflits inter- et intra-communautaires. En vue de contrecarrer la crise, l'État a intensifié les opérations militaires avec l'appui des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP); mais la situation reste très fragile, en particulier dans les zones rurales notamment au Centre Nord et au Sahel, où les populations continuent de faire face à une insécurité multidimensionnelle (secteurs sociaux de base et la production de la richesse). Dans ces régions, la pression exercée par les déplacements de populations sur l'accès au logement, à la terre, aux biens et aux ressources naturelles renforce les tensions préexistantes entre éleveurs, agriculteurs et au sein de ces mêmes groupes. Ces dynamiques n'épargnent pas non plus les femmes, qui représentent la majorité des Personnes Déplacées Internes (PDI) et sont particulièrement exposées aux violences basées sur le genre, en particulier les violences sexuelles.

Conformément à sa stratégie d'intervention, Search for Common Ground a mis en œuvre depuis octobre 2021 le projet "Woumtaaba" - « Terrain d'Entente »: *Réduire la violence intercommunautaire et renforcer la cohésion sociale dans les régions du Centre Nord et Sahel au Burkina Faso*. Financé par le programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP) du gouvernement canadien. Ce projet a pour objectif général de « **Réduire la violence intercommunautaire et renforcer la cohésion sociale dans les régions affectées par les déplacements de populations au Burkina Faso (Centre Nord et Sahel)** ». Cet objectif se décline en deux objectifs spécifiques qui sont :

Objectif 1 : Renforcer la protection des populations et réduire les risques de violences communautaires immédiates à travers des initiatives portées par des jeunes hommes et femmes leaders en collaboration avec les autorités et les médias ;

- **R.1.1.** Les jeunes hommes et femmes leaders collaborent activement avec les autorités formelles et informelles, dont les acteurs de la sécurité, pour mettre en œuvre des stratégies de protection et de cohésion sociale inclusives et sensibles au genre.
- **R.1.2.** Les professionnels des médias et les influenceurs ont accès à des ressources et des plateformes pour favoriser la cohésion sociale en prévenant les messages de haine et produisant des contenus médiatiques sensibles au conflit et au genre.

Objectif 2 : Répondre aux causes structurelles et récurrentes des conflits à travers le renforcement des mécanismes de gestion de conflit et la mise en œuvre de projets de stabilisation, tout en y intégrant une approche sensible au genre ;

- **R.2.1** : Les observatoires de l'Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires (ONAPREGECC) ont les savoir-faire et l'appui nécessaire pour mener à bien leur mission de prévention des conflits communautaires de manière inclusive, sensible au genre et effective.

À propos de l'évaluation finale du projet « Woumtaaba »

L'évaluation finale de ce projet visait à mesurer les résultats du projet en termes de réalisation des objectifs et des résultats attendus, ainsi que sa contribution à la réalisation de l'objectif global. Plus spécifiquement :

1. Mesurer les valeurs finales des indicateurs du cadre logique et des indicateurs des communautés (VOI) du projet après la mise en œuvre des activités en vue de dire si le

projet a atteint les résultats visés et en quoi cela a contribué à la réduction de la violence intercommunautaire et au renforcement de la cohésion sociale,

2. Analyser les réalisations du projet au regard des critères d'évaluation de pertinence, de cohérence, d'efficacité, d'impact et de durabilité ;
3. Extraire les enseignements tirés et les recommandations de cette expérience qui s'achève en vue d'éclairer la programmation future ;
4. Mesurer les trois indicateurs de la politique de prévention et de protection de Search for Common Ground.

2. Méthodologie

2.1 Approches méthodologiques

Pour atteindre ces objectifs, une méthodologie basée sur une démarche participative a été privilégiée. Celle-ci a mis en avant la concertation avec les acteurs impliqués, en vue d'une meilleure compréhension des enjeux et d'une maîtrise des actions et des activités.

L'étude a été conduite suivant trois phases : (i) la préparation, (ii) l'enquête de terrain, et (iii) le traitement, l'analyse des données et la production des livrables.

Concernant la collecte de données, douze (12) enquêteurs ont été mobilisés et formés du 11 au 13 novembre 2023. Ces agents de collecte ont été appuyés par deux superviseurs répartis dans les deux régions sous la direction des deux experts. La collecte de données de terrain s'est déroulée du 14 au 26 novembre 2023 dans les deux régions. Les enquêteurs ont été appuyés sur le terrain par des personnes ressources locales qui ont facilité à la fois l'obtention des rendez-vous, notamment auprès de l'administration, la tenue des groupes de discussion et les interviews.

La collecte des données s'est déroulée sur l'ensemble de la zone d'intervention du projet. La méthode de la « bouteille ou du stylo » a été mise en évidence. La méthodologie a utilisé plusieurs techniques complémentaires (approche mixte) permettant le recueil de données tant quantitatives que qualitatives :

Le sondage : Les cibles du sondage sont les populations de la communauté, âgées d'au moins 18 ans. La formule statistique utilisée est :

$$n = \frac{N}{e^2 * N + 1} * 1.1$$

Où :

- n est la taille minimale requise de l'échantillon - exprimée nombre de cibles;
- e =3% est la précision ou marge d'erreur souhaitée ;
- 1,1 est le facteur de correction en vue d'augmenter la taille de l'échantillon de 10% afin de tenir compte d'éventuels cas (taux) de non-réponse.
- N est la base de l'échantillonnage.

Tableau 1: Répartition de l'échantillon du sondage selon la commune

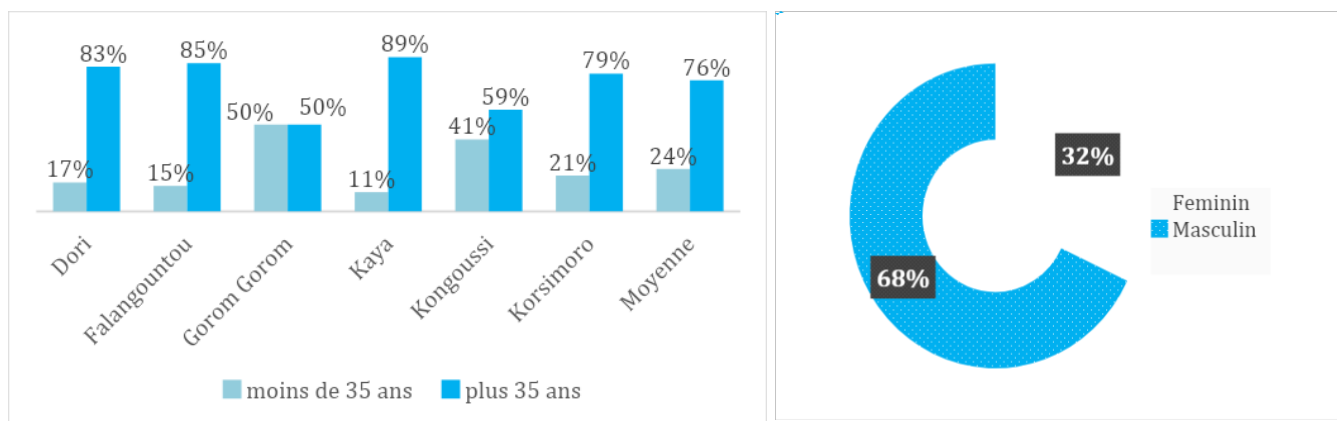
Régions	Villes	Personnes pour les questions quantitatives	ONAPREGE CC	Professionnels de médias et influenceurs	Total

Centre-Nord	Kaya	36	5	3	44
	Korsimoro	29	3	3	35
	Kongoussi	29	2	1	32
Sahel	Dori	36	5	5	46
	Falangoutou	34	3	3	40
	Gorom-Gorom	28	3	4	35
TOTAL		192	21	19	232

Répartition selon le sexe et l'âge

L'analyse démographique des données quantitatives met en évidence une prédominance de la population âgée de plus de 35 ans, soit 76% des répondants. Au niveau communal, Dori présente une distribution marquée avec 83% de répondants âgés de plus de 35 ans, tandis que Gorom-Gorom affiche une égalité parfaite entre les deux groupes (moins de 35 ans et plus de 35 ans). Les autres communes, telles que Falangoutou, Kaya, Kongoussi, et Korsimoro, montrent des variations dans leur répartition. Quant aux personnes de moins de 35 ans, elles représentent 24%. En termes de genre, la participation masculine est prédominante (68%), tandis que celle féminine s'élève à 32%.

Figure 1et 2: Répartition des enquêtés par tranche d'âge et sexe



- **Entretien individuel (EI)** : Ils ont touché des catégories comme les membres des médias et influenceurs et des membres des démembrements de l'ONAPREGECC.

Tableau 2 : Cibles de l'étude

Cibles	Outils	Buts
Les populations dans la communauté âgées d'au moins 18 ans	Sondage	Apprécier leur niveau de connaissance sur

Cibles	Outils	Buts
Membres des médias et influenceurs, Membres des démembrements de l'ONAPREGECC	Entretien individuel	la cohésion sociale et identifier les obstacles
Communauté locales (hommes, femmes, jeunes filles, jeunes hommes)	Groupe de discussion	Mesurer leur perception dans la mise en œuvre du projet

Le type d'échantillonnage qui a été utilisé est celui de la méthode des itinéraires, aussi appelée méthode de Politz. C'est une méthode d'échantillonnage non-probabiliste qui a permis de contraindre l'enquêteur à suivre un chemin bien déterminé pour son enquête. Elle est surtout utilisée dans le cadre des enquêtes à domicile, et indique des points d'action précis où l'enquêteur devra effectuer son étude. L'avantage de cette méthode est sa bonne dispersion géographique qui a pour effet d'améliorer la précision de son échantillon. Cette méthode a été appliquée à la population en général, dans chacune des zones de l'évaluation finale. Ce sont au total 232 personnes touchées par le sondage dans les six communes couvertes par l'évaluation.

Pour les groupes de discussion, ce sont 24 groupes de discussion qui ont été animés dans les six communes touchant 8 personnes pour chaque séance, soit un total de 192 personnes touchées dans les groupes de discussions dont 106 femmes (adultes et jeunes).

Tableau 3: Répartition du nombre de groupes de discussion par commune

Régions	Villes	FGD				Synthèse des participants par localité
		F + 36 ans	H + 36 ans	F 18-35 ans	H 18-35 ans	
Centre-Nord	Kaya	0	0	1	1	16 (H:10/F :6)
	Korsimoro	1	1	1	1	32(H:9 /F :23)
	Kongoussi	1	1	1	1	32 (H:19/F :13)
Sahel	Dori	1	1	1	1	32(H:15/F :17)
	Falangount ou	0	0	1	1	16(H:10/F : 6)
	Gorom-Gorom	2	2	2	2	64(H:23 /F : 41)
TOTAL		5	5	7	7	192(H:86/F :106)

Le consultant a mis un point d'honneur à garantir la confidentialité des données collectées. Chaque participant a été rassuré de la discrétion qui prévaudra quant à l'utilisation de ses données. D'ailleurs, dans le souci d'assurer la non-divulgateion des informations, tous les participants à l'étude (enquêteurs, superviseurs), ont eu à signer un engagement de respect de la confidentialité.

2.2 Traitement et analyse des données

Données quantitatives : le traitement des données a été réalisé avec le logiciel Statistical Package for the Social Science (SPSS). C'est un processus itératif qui a consisté à apurer les données pour aboutir à la constitution d'une base de données propres. Il s'agissait de vérifier l'exhaustivité, la vraisemblance et la cohérence interne et externe des données et d'y porter les corrections nécessaires. Après le traitement des données, la tabulation des indicateurs et l'analyse des données ont été réalisées avec le logiciel SPSS qui est l'un des logiciels performants d'analyse de données quantitatives.

Données qualitatives : la démarche d'exploitation des données qualitatives a privilégié l'analyse de contenus. Pour ce faire, les entretiens et les focus groups enregistrés ont été transcrits entièrement et examinés minutieusement pour retenir les unités de sens pertinentes. Ces unités de sens identifiées ont été organisées suivant les questions d'évaluation. Les propos soutenus lors des entretiens individuels ont été affirmés pendant les Focus Group de Discussions (FGD) et cela dans un sens de redevabilité vis-à-vis du programme de Paix et de Stabilisation.

Rédaction et validation du rapport : le rapport de l'évaluation a été élaboré sur la base de la revue documentaire et des résultats des analyses des données quantitatives et qualitatives. Il a été rédigé en cohérence avec les questions clés qui reposent sur les critères de l'Organisation de coopération et de développement économiques/Comité d'aide au développement (OCDE / CAD) et les autres questions évaluatives.

Deux principales étapes permettront de valider le présent rapport de l'évaluation. La première étape consistera à soumettre le rapport provisoire à l'équipe technique de Search et de recueillir leurs amendements afin de les intégrer dans le rapport pour disposer d'un rapport final. La seconde étape sera consacrée à une séance de travail avec l'équipe technique de Search pour examiner le rapport final. À la suite de cette séance, les observations seront prises en compte pour produire le rapport définitif de l'évaluation.

2.3 Limites de l'évaluation et mitigation

Comme limite, on note :

- **Déplacements de certains bénéficiaires** de leur localité d'origine vers les centres urbains relativement sûrs. Il s'agit particulièrement de la commune de Falangountou ;
- **Restrictions instituées par les GEV (Groupes Extrémistes Violents) dans certaines localités** : interdiction de rassembler les hommes et les femmes lors des activités communautaires dans les localités de de Gorom-Gorom, Falangountou, Dori et Kongoussi. Toute chose qui rendait difficile l'organisation des focus group et des entretiens individuels dans lesdites localités ;

- **Psychose de l'insécurité**, qui limitait beaucoup les déplacements des agents de terrain et l'acceptation des entretiens dans certaines localités (Gorom-Gorom, Falangountou et Kongoussi).
- En ce qui concerne les mesures de mitigation, le cabinet s'est appuyé sur des enquêteurs locaux en raison de leur connaissance approfondie des différentes localités, leur capacité à pouvoir échanger avec les acteurs sans suspicions ainsi qu'à leur expertise adaptée au contexte.

2.4. Assurance qualité des données

Afin de maximiser la qualité des données et d'atténuer les risques et les contraintes inhérents à chaque outil individuel de collecte de données, l'équipe d'évaluation a utilisé plusieurs processus pour vérifier et nettoyer les données :

- Les données issues des entretiens avec les parties prenantes ont été codées à l'aide des questions de la matrice d'évaluation et stockées à l'aide d'un modèle Excel personnalisé dédié aux données d'entretien. Cela a permis de récupérer et d'analyser les données des entretiens par question et par groupe de parties prenantes ;
- La base de données Excel où les données quantitatives ont été encodées et paramétrées en incluant des listes de validation et un formatage conditionnel afin de réduire les erreurs humaines ;
- Les données de l'examen des documents se sont appuyées, dans la mesure du possible, sur les sources respectives pour garantir leur exactitude ;
- Le cabinet EMANIFA Group a veillé à l'application stricte des normes, principes et bonnes pratiques acceptés sur le plan national et international en matière de planification, de collecte, de traitement et d'analyse des données.

2.5. Respect de l'éthique

Consentement éclairé des enquêtés : le consentement est obtenu avant le début de tout entretien pour la collecte des données. Avant de commencer toute interview, les enquêteurs ont rappelé aux participants que leur participation est volontaire, qu'ils peuvent refuser de répondre à certaines questions s'ils le souhaitent, et qu'ils peuvent aussi mettre fin à leur participation à l'étude à tout moment.

Confidentialité et sécurité des données : toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer la confidentialité et la sécurité des données. Il s'agit notamment de la formation rigoureuse des agents de collecte, de l'utilisation de codes pour l'identification des répondants et des mesures de sécurité physique des supports de sauvegarde des données.

Sensibilité aux conflits : les agents enquêteurs qui ont réalisé la collecte des données ont été recrutés dans les localités d'intervention du programme. Ce choix porté sur des acteurs locaux qui ont une bonne connaissance des langues locales et du contexte culturel et religieux a permis de réaliser la collecte des données sans aggraver involontairement les conflits communautaires dans les localités d'intervention du programme.

3. Résultats

3.1 Pertinence du projet

3.1.1 Pertinence des activités du projet par rapport aux besoins des populations dans les régions dans les Régions du Centre-Nord et du Sahel

Le projet a été mis en œuvre dans un contexte d'insécurité généralisée dans les régions du Centre-Nord et du Sahel. Le déplacement massif des populations à cause de la dégradation de la sécurité due à l'activisme des groupes extrémistes violents dans ces régions a provoqué la résurgence des conflits inter et intra-communautaires, marquée par des violences ethniques et les pressions sur les ressources naturelles dans la province du Bam et dans la commune de Gorom-Gorom.

Les besoins des populations au regard du contexte décrit se concentrent sur le renforcement de la résilience face à l'insécurité, la gestion pacifique des conflits (tels que la prolifération des rumeurs et fausses informations, la discrimination d'une partie de la population, les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles et autres tensions latentes se trouvant exacerbé par la situation etc..) et le raffermissement des relations au sein et entre les communautés. Pour répondre à ces besoins, Search a réalisé des activités comme :

- ☞ La formation en transformation de conflits à l'endroit des jeunes, des femmes et des membres de l'ONAPREGECC ;
- ☞ La formation des acteurs des troupes théâtrales, des amateurs du théâtre en théâtre participatif et la réalisation des théâtres participatifs
- ☞ Les activités de planification participative et la réalisation des initiatives conjointes en faveur de la paix menées par les jeunes
- ☞ La formation des professionnels de médias et des influenceurs sur la détection des messages erronés ;
- ☞ La production des contenus « Infos-Intox » et la production et diffusion des programmes en faveur de la cohésion sociale

Ces activités contribuent à l'objectif spécifique 1 du projet qui est de « **Renforcer la protection des populations et réduire les risques de violences communautaires immédiates à travers des initiatives portées par des jeunes hommes et femmes leaders en collaboration avec les autorités et les médias** ».

Pour le compte de l'objectif spécifique 2 « **Répondre aux causes structurelles et récurrentes des conflits à travers le renforcement des mécanismes de gestion de conflit et la mise en œuvre de projets de stabilisation, tout en y intégrant une approche sensible au genre** », les activités suivantes ont été réalisées :

- ☞ Formation/coaching des membres des structures locales de gestion de conflit ;
- ☞ Mise en place/redynamisation des observatoires départementaux et villageois de l'ONAPREGECC ;
- ☞ Appui à la mise en œuvre de projets de stabilisation par les membres des observatoires.

De l'avis des acteurs locaux, toutes ces activités étaient en phase avec les attentes des populations. Un acteur de la société civile à Dori déclare : « *Les activités du projet répondent aux besoins des communautés. Dans le contexte actuel, les rumeurs et les fausses informations sont légion. Il est capital de savoir démêler le vrai du faux pour éviter d'alimenter les tensions. La formation des agents des médias et des influenceurs sur le fact-checking a été salutaire, tout comme la production et la diffusion de contenus sur les rumeurs et les fausses informations* ».

La volonté de Search d'être en phase avec les aspirations des populations a facilité la mise en œuvre d'initiatives qui tiennent compte de l'inclusion. Ainsi, en plus des activités susmentionnées, Search a réalisé une consultation communautaire afin de s'assurer que les objectifs du projet et les résultats escomptés s'alignent avec les aspirations et les perceptions des populations en termes de changements. Cet exercice de redevabilité ancrée a été une occasion pour les populations de définir ce que c'est que la stabilité, la sécurité, la cohésion sociale et la paix pour elles. À la suite de cet exercice, de nouveaux indicateurs ont été générés et intégrés aux indicateurs initiaux du projet. Une autorité locale à Dori s'exprime à ce propos : « *Le fait de demander aux populations de définir les différents concepts selon leurs entendements et leur vécu était très innovateur dans ce sens cela permet de s'aligner les activités sur les véritables besoins des communautés. Cela a été très apprécié par les populations, car elles ont eu cette occasion de définir elles-mêmes les changements auxquels elles souhaitent que le projet contribue* ». Cet exercice a permis d'identifier 18 indicateurs dans les domaines de la cohésion inter et intra-communautaire, la cohésion horizontale, et la cohésion verticale. Finalement les trois (03) qui ont été retenus sont : (i) cohésion horizontale, (ii) cohésion verticale, et (iii) sécurité¹.

À la lumière de ce qui précède et après analyse des résultats du projet (à voir plus bas), nous pouvons dire que les activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, étaient pertinentes par rapport aux besoins des populations dans les communautés.

3.1.2 Pertinence de « Woumtaaba » par rapport aux acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités

Le choix des acteurs et des parties prenantes dans la mise en œuvre d'un projet est un facteur déterminant de la réussite dans sa mise en œuvre en ce sens, qu'il est gage d'appropriation. Les bonnes pratiques pour la mise en œuvre d'un projet exigeant que le choix des acteurs soit fait de manière inclusive et participative. Cette exigence est encore plus requise lorsque le projet porte sur des thématiques qui sont en lien avec le changement de comportements, d'attitudes et de normes sociales. Les parties prenantes à ce projet sont : Les jeunes et les femmes leaders, les leaders et figures d'autorités communautaires, les autorités locales, les membres de services techniques (les démembrés de l'ONAPREGECC), les auteurs des médias et les acteurs de la société civile (influenceurs locaux, les animateurs, les lanceurs d'alerte et les journalistes).

Tous ces acteurs étaient pertinents selon les bénéficiaires du projet, au regard de la problématique abordée par le projet, les rôles que chacun de ces acteurs jouent au sein des communautés et dans les localités. Un acteur des médias à Korsimoro indique : « *La question de la sécurité, de la stabilité et de la cohésion sociale est transversale. Il est nécessaire de ce fait, d'associer tous les acteurs aux initiatives visant à promouvoir les efforts dans ce sens. Search a été très méthodique dans le choix des parties prenantes à ce projet* ».

L'analyse de la pertinence du choix des acteurs met aussi en évidence l'appropriation par ces acteurs des objectifs, résultats et activités du projet. Dans ce sens, les informations recueillies auprès des parties prenantes soulignent que le choix des acteurs a permis une acceptation du projet par les populations à la base. En effet, le fait pour les populations de voir les activités portées par des personnes issues de leurs communautés et/ou de leur groupe social a été un facteur d'acceptation des activités. Ce sentiment est répandu dans toutes les localités couvertes par le projet et permet de dire que même les groupes marginalisés se sont senties impliquées dans les activités du projet parce que leurs représentants y ont été associés. Une jeune dame du groupe des Personnes Déplacées Internes à Kongoussi soutient que « *Les PDI se sont senties impliquées dans les activités du projet parce que leurs représentants ont été*

¹Voir le rapport co-création des indicateurs

impliquées dans toutes les activités du projet ». Elle continue pour dire que « très souvent les PDI ne sont pas associées aux initiatives locales en faveur de la cohésion sociale parce qu'elles sont considérées comme des personnes qui ne font pas partie de la vie de leurs communautés hôtes. Ce projet est l'un des rares à aller au-delà de cette considération ».

Partant des discours des différents acteurs, il convient de dire que Search a pris les dispositions nécessaires pour impliquer dans ce projet tous les acteurs qui, d'une manière ou d'une autre, jouent un rôle essentiel dans la gestion des problématiques liées à la protection des populations, les violences communautaires.

3.1.3 Pertinence par rapport au choix des bénéficiaires du projet

Les bénéficiaires des activités sont les populations locales dans les six communes de mise en œuvre du projet, il s'agit dans un premier temps, de jeunes et femmes, des populations déplacées et des communautés hôtes. Dans un deuxième temps, il s'agit des acteurs de la société civile (médias, associations de jeunes et de femmes) et des membres des structures étatiques (démembrement de l'ONAPREGECC). Le choix porté sur ces acteurs se justifie selon les informateurs clés par le fait que : (i) les jeunes, les femmes sont des cibles vulnérables de l'insécurité et de l'instabilité et qu'en même temps, les jeunes et les populations déplacées et les communautés hôtes sont souvent étiquetés dans les narratifs sociaux comme protagonistes des conflits inter et intra-communautaires, ii) les femmes, les acteurs des médias et les acteurs des structures étatiques sont perçus comme des acteurs positifs œuvrant au désescalade des conflits, tensions et violences au sein et à travers les communautés. Une femme leader à Kaya soutient : *« Le choix des bénéficiaires de ce projet a été pertinent. L'ONG (Search for Common Ground) a cherché à inclure toutes les parties prenantes aux conflits dans les activités du projet et ces activités ont touché tout le monde. Là où les activités ne sont pas arrivées, les programmes médias y sont arrivées ».*

Ainsi de l'avis des différents acteurs et des responsables du projet, le choix des bénéficiaires a été pertinent. Une des raisons qui soutient cette affirmation est le fait que le projet ait réalisé une analyse genre dès le début du projet pour s'assurer de la prise en compte de l'inclusion de toutes les sensibilités sociales aux activités du projet. Cette analyse a permis à Search d'orienter la prise en décision programmatique afin d'assurer un équilibre quant à la participation des hommes et femmes ainsi que les groupes marginalisés dans les activités du projet. *« Dans un contexte d'insécurité et de forte présence de pesanteurs sociales qui accentuent les stigmatisations et les discriminations, il était effectivement pertinent de s'assurer que les actions du projet n'aggravent pas les frustrations ».* Et une jeune fille de Gorom-Gorom allant dans le même ordre d'idée d'affirmer : *« Pour la première fois, en tant que jeune fille, je participe aux instances de décisions d'un projet, où nos points de vue sont plus écoutés que ceux des hommes malgré le fait qu'ils sont plus nombreux que les femmes ».*

C'est ainsi que des femmes, en l'absence de leurs maris, sont devenues des chefs de ménage et participent de pleins droits aux décisions et aux échanges avec les autorités. Cependant aux termes des actions de "Woumtaaba", le constat est que malgré les efforts réalisés, les femmes n'ont pas pu s'approprier les droits leur permettant de parler d'égalité homme-femme. En effet, l'analphabétisme, l'organisation sociale dominée par les hommes restent des obstacles à leur véritable émancipation. A cela s'ajoutent la précarité et la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles face aux violences de tout genre.

3.1.4 Pertinence par rapport au personnel dédié au projet

En plus du choix des parties prenantes et de celui de bénéficiaires, l'un des facteurs de réussite de la mise en œuvre d'un projet est le choix des personnes et des compétences pour diriger,

coordonner et mettre en œuvre les différentes activités qu'il contient. Le choix des hommes et des femmes est donc déterminant pour décliner la vision et la mission de l'organisation à travers les activités. Suivant la problématique ou la thématique qu'aborde le projet, des compétences, connaissances et expériences sont nécessaires à l'atteinte des résultats visés. Pour ce projet, plusieurs profils ont été mobilisés pour composer l'équipe chargée de sa mise en œuvre.

Composition et taille de l'équipe de mise en œuvre du projet :

En tout, une équipe de neuf (9) personnes a été mise en place. Celle-ci comprend : i) un chef de projet, ii) deux assistants (un pour chaque région), six mobilisateurs communautaires (un pour chaque commune).

En termes de taille, l'équipe était bien fournie et la répartition des équipes sur le terrain permet d'assurer un équilibre géographique notamment avec la présence des mobilisateurs communautaires dans chacune des communes du projet. L'architecture était donc bien constituée numériquement pour assurer la mise en œuvre du projet. De plus, le projet a bénéficié d'un appui transversal d'autres staffs du programme de Search au Burkina Faso et au niveau de la région du Sahel. Les départements, des ressources humaines, du suivi-évaluation ont chacun selon le besoin du projet dans leurs domaines de compétences, apporté un soutien à la bonne mise en œuvre du projet et la qualification des approches de réalisation des activités.

Qualification du personnel par rapport aux domaines d'interventions du projet :

Globalement, Search a réuni les compétences et les compétences solides pour constituer l'équipe de mise en œuvre du projet. Que ce soit le chef de projet et ses assistants ont des profils intéressants et des expériences solides dans le management de projets. De même, la connaissance de l'environnement du projet et du contexte des communes de mise en œuvre par les mobilisateurs communautaires a été un atout pour l'identification des parties prenantes et des bénéficiaires du projet. Au niveau des appuis, les staffs transversaux présentent chacun dans son domaine une expertise riche qui a été mise à contribution à la gestion des finances, des ressources humaines, du Suivi-évaluation et de l'apprentissage du projet.

Cependant, le projet aurait plus gagné en efficacité s'il avait intégré certaines compétences dans le domaine du développement communautaire pour gérer les activités génératrices de revenus (AGR), et la réhabilitation ou la construction des infrastructures sociales de base. En effet, même si ces activités n'ont pas connu de difficultés majeures et que les bénéficiaires des AGRs et des infrastructures n'ont pas évoqué un manquement quelconque dans le soutien et la réalisation de ces activités, l'équipe d'évaluation estime qu'avoir des personnes ayant des compétences avérées sur ces activités aurait été une valeur ajoutée considérable pour le projet dans la mesure où Search ne dispose pas d'expertises avérées en gestion des AGRs et des projets de développement.

3.1.5 Coordination entre les équipes de Search et de ses partenaires

La pertinence de la coordination entre les équipes de Search for Common Ground et ses partenaires dans le cadre du projet "Woumtaaba" se confirme de manière significative dans l'évaluation finale du projet, soulignant son rôle essentiel dans la réussite des efforts visant à réduire la violence intercommunautaire et à renforcer la cohésion sociale dans les régions du Centre-Nord et du Sahel au Burkina Faso.

L'Approche Common Ground (CGA) de Transformation des conflits a été un ciment qui a permis d'abord d'équiper le staff du projet et de permettre aux partenaires de mise en œuvre

qui sont les membres des Comités de gestion des centres de Santé (COGeS), des Comités villageois de Développement (CVD), et des démembrements de l'ONAPREGECC.

Le montage institutionnel a prévu des activités semestrielles de même que le rapportage et cela a permis à l'équipe de pouvoir réajuster à chaque fois les besoins des populations en étroite collaboration avec les partenaires locaux lors des réunions stratégiques. Cet aspect innovant a été apprécié par les responsables des démembrements de l'ONAPREGECC comme l'atteste un responsable administratif dans la Région du Centre-Nord « *Ce projet a été vraiment celui des bénéficiaires et les parties prenantes avaient leurs mots à dire, mieux tout ce que les acteurs à la base disent de façon pertinente sont prises en compte et planifié dans le prochain semestre ; Nous avons surtout apprécié la réhabilitation des forages et la réalisation des forages qui ont résolu d'énormes difficultés dans plusieurs communes* » réunions mensuelles rotatives entre les trois structures (équipe projet, ONAPREGECC et bénéficiaires) et une réunion stratégique tous les six (06) mois.

L'ONAPREGECC a été le partenaire clé et incontournable dans la réussite du projet "Woumtaaba" dans la mesure où ses membres ont les savoir-faire et l'appui nécessaire pour mener à bien leur mission de prévention des conflits communautaires de manière inclusive, sensible au genre et effective. L'alignement des expertises et des ressources de chaque partie a permis une conception minutieuse des interventions, prenant en compte les réalités complexes et changeantes des communautés ciblées. La coordination du projet a favorisé une approche intégrée, permettant ainsi d'aborder de manière holistique les divers aspects de la violence intercommunautaire.

Au cours de la mise en œuvre, la pertinence de la coordination s'est manifestée dans la gestion efficace des activités. La collaboration entre les équipes de Search et les partenaires a facilité la résolution rapide des défis opérationnels, assurant ainsi la fluidité des interventions. La répartition claire des rôles a optimisé l'utilisation des ressources disponibles, contribuant à une mise en œuvre efficace des initiatives du projet.

Dans la phase de suivi et d'évaluation, la coordination entre les équipes a renforcé la qualité des évaluations effectuées. La collecte et l'analyse collaborative des données ont permis d'obtenir une compréhension approfondie de l'impact des activités sur le terrain. La coordination a également facilité la prise en compte des perspectives des partenaires, enrichissant ainsi l'évaluation finale du projet.

La coordination entre les équipes de Search for Common Ground et ses partenaires dans le projet "Woumtaaba" a été un élément déterminant pour la réussite du projet. Cette coordination a permis une approche intégrée, adaptative et efficace, contribuant de manière significative à la réalisation des objectifs du projet et à la promotion de la paix dans les régions du Centre-Nord et du Sahel au Burkina Faso.

3.1.6 Création de synergies avec d'autres organisations

L'objectif de « Woumtaaba » est de « **Réduire la violence intercommunautaire et renforcer la cohésion sociale dans les régions affectées par les déplacements de populations au Burkina Faso (Centre Nord et Sahel)** ». Des organisations nationales et internationales se mobilisent et travaillent en synergie d'action avec le Burkina Faso pour une réponse humanitaire diversifiée face à la situation sécuritaire qui augmente les besoins des populations dans ces régions cibles où bien avant la crise sécuritaire prévalait une situation économique inquiétante. Ces organisations sont principalement, l'Organisation Internationale pour l'immigration (OIM), le

Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) la croix Rouge, l'Union fraternelle des croyants du Sahel (UFC), Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP), Alliance Technique D'Assistance Au Développement (ATAD) et ces organisations humanitaires s'engagent conformément à leurs mandats et missions dans une logique allant de l'humanitaire à la cohésion sociale, en mutualisant leurs efforts à travers des échanges, des concertations et des partenariats.

Dans le cadre de ce projet, il est difficile de parler de synergie entre d'autres organisations et Search. Malgré la présence de plusieurs acteurs œuvrant dans les zones du projet, il n'y a pas eu d'actions concrètes permettant d'évoquer une synergie d'actions. Certes les activités de Search contribuent à assurer un environnement paisible propice à d'autres actions en faveur des populations, mais il n'y a pas eu d'actions concertées entre Search et d'autres organisations en dehors des réunions de cluster sécurité pour notamment le partage d'informations sur la sécurité dans les zones du projet.

Certains acteurs (bénéficiaires et autorités locales) ont qualifié le partenariat entre Search et l'ONAPREGECC de synergie d'actions. Mais il n'en est rien dans la mesure où cette institution est partenaire de mise en œuvre du projet et qu'elle a directement bénéficié de l'appui institutionnel de Search pour jouer son rôle de médiateur des conflits locaux.

3.2 Cohérence du projet « Woumtaaba »

3.2.1 Cohérence des objectifs du projet « Woumtaaba » par rapport aux priorités locales et nationales

Le projet est cohérent avec la Stratégie nationale de promotion d'une culture de la tolérance et de la paix du Burkina Faso (SNPTCP/BF)² en ce sens que les activités du projet répondent aux besoins identifiés dans le cadre du Plan d'action national de l'ONAPREGECC. En effet, le résultat 2.1 de l'objectif spécifique 2 indique que « *Les observatoires de l'Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires (ONAPREGECC) ont les savoir-faire et l'appui nécessaire pour mener à bien leur mission de prévention des conflits communautaires de manière inclusive, sensible au genre et effective* ». Ainsi les activités de formation/coaching des membres des structures locales de gestion de conflit, mise en place/redynamisation des observatoires départementaux et villageois de l'ONAPREGECC ; et d'appui à la mise en œuvre de projets de stabilisation par les membres des observatoires ont été réalisées pour redynamiser et rendre fonctionnels les mécanismes villageois et départementaux d'alerte et de gestion des conflits. Ceci répond aux difficultés qu'éprouvent les observatoires locaux à être opérationnels et jouer pleinement le rôle d'avant-garde dans la gestion des conflits dans les communautés. Un membre de l'ODEPREGECC à Dori estime que « *Les activités de capacitation des membres de l'observatoire départemental (antenne de l'ONAPREGECC à Dori) étaient salutaires. Nous avons besoin de ces séances pour améliorer notre approche de gestion des conflits et surtout nous remobiliser. C'est une formation qui a ciblé nos insuffisances en tant qu'acteurs de prévention et gestion des conflits locaux* ».

En plus de l'ONAPREGECC et de ses démembrements au niveau des villages et des départements, les populations saluent la réalisation des activités de théâtres participatifs, des dialogues communautaires, de diffusion des messages radios en faveur de la paix et de la cohésion et surtout les activités des projets de stabilisation soutenus par le projet. Une femme leader dans la commune de Gorom-Gorom explique que « *Les activités du projet étaient vraiment en harmonie avec nos besoins à savoir : la gestion des conflits au sein des communautés, le*

² Stratégie nationale de promotion de la culture de la tolérance et de la paix au Burkina Faso

renforcement du vivre ensemble dans la cohésion sociale, l'implication des femmes dans les efforts pour la paix, l'accès à l'eau potable, le soutien aux initiatives économiques, etc... Que ce soient à travers les théâtres, la diffusion des programmes radios, les initiatives communautaires, les projets de stabilisation, toutes ces activités répondaient à nos besoins pour faire face au risque de violence et d'insécurité dans la commune ». Un jeune leader à Falangountou abonde dans le même sens et estime que « les théâtres nous permettaient d'aborder les différents sujets avec humour sans frustrer qui que ce soit. Les messages véhiculés dans les théâtres étaient soutenus par les messages contenus dans les programmes radios, donc il y avait une sorte de répétition pour permettre aux populations de mieux comprendre, les initiatives communautaires et les projets de stabilisation permettaient aux populations d'être résilientes aux chocs provoqués par l'insécurité ».

Dans toutes les communes du projet, les bénéficiaires et les parties prenantes au projet louent l'adaptation des activités aux besoins des communautés. Les différents témoignages mettent en exergue le fait que les activités du projet répondent aux besoins des populations. Partant de ce fait, considérant que les bénéficiaires d'un projet sont les mieux placés pour apprécier l'alignement d'une activité à leurs besoins et considérant que ces derniers ont été invités à définir les types de changements qu'ils souhaitent et que leurs représentants ont été invités à la validation des activités avant leur réalisation, l'équipe d'évaluation juge le projet cohérent avec les aspirations et les besoins des communautés.

3.2.2 Cohérence des objectifs du projet « Woumtaaba » par rapport aux stratégies et politiques globales de l'organisation

☛ Cohérence du projet avec la stratégie Sahel de Search

En plus de répondre aux aspirations et aux attentes des populations et des parties prenantes au niveau local et national, les résultats et les objectifs du projet s'alignent à la stratégie régionale de Search au grand Sahara et la stratégie globale de l'organisation, les résultats de l'évaluation montrent que l'objectif global du projet « **Réduire la violence intercommunautaire et renforcer la cohésion sociale dans les régions affectées par les déplacements de populations au Burkina Faso (Centre Nord et Sahel)** » s'aligne avec le premier objectif de la stratégie Sahel de Search. En effet, en réduisant la violence inter et intra-communautaire et en renforçant la cohésion sociale entre les communautés, Search contribue à « **renforcer l'interdépendance sociale et économique au-delà des lignes de division** ».

L'objectif spécifique 1 du projet « **Renforcer la protection des populations et réduire les risques de violences communautaires immédiates à travers des initiatives portées par des jeunes hommes et femmes leaders en collaboration avec les autorités et les médias** » s'aligne avec le cinquième objectif de la stratégie sahel « **Catalyser les jeunes en tant qu'acteurs et intermédiaires de la consolidation de la paix dans toute la région** ». Car soutenir les initiatives portées par les jeunes et les femmes, c'est faire d'eux des acteurs et des médiateurs pour réduire les risques de violence et contribuer à la protection des populations. Ces actions ont porté sur les initiatives de paix communautaire (journées de salubrité et don de sang, repas communautaires, panels de discussions, journées de parenté à plaisanterie, matchs de football, émissions radiophoniques, courses cyclistes).

☛ Cohérence du projet avec le Cadre d'impact pour la Paix

Le projet « Woumtaaba » s'aligne sur la stratégie globale de Search for Common Ground car il permet la mesure des éléments du cadre d'impact pour la paix de l'organisation. Search dans son approche globale veut s'assurer que les changements découlant de ses programmes et projets répondent aux besoins des populations. C'est pourquoi, elle s'efforce d'impliquer les communautés dans la définition de ces changements. Pour ce projet, le travail de consultation communautaire a permis aux populations de définir les changements qu'elles souhaitent avoir

dans le domaine de réduction des violences inter et intra-communautaire et le renforcement de la cohésion sociale. Cette définition a abouti à l'identification ou la co-création d'indicateurs selon le point de vue des populations pour mesurer et apprécier les changements définis. Cela correspond au premier pilier du cadre d'impact pour la paix de l'organisation : la redevabilité ancrée.

En plus de s'aligner avec le pilier 1 (redevabilité ancrée), le projet à travers ses objectifs, s'aligne aussi avec les le pilier 'Indicateur alignés » de ce même cadre d'impact pour la paix. En effet, dans son résultat 1.1 de l'objectif spécifique 1, le projet a voulu que les jeunes hommes et les femmes leaders collaborent avec les autorités formelles et informelles y compris les acteurs de la sécurité pour mettre en œuvre des stratégies de protection de cohésion sociale inclusive et sensible au genre. En se fixant ce résultat, le projet sous-entend renforcer les capacités de ces acteurs pour agir de manière positive dans leurs localités. Cela s'aligne à la thématique « **Pouvoir d'agir individuel** et notamment aux indicateurs : i) % de la population qui pense pouvoir faire une différence positive dans son quartier, et ii) % de la population qui mène des actions pour influencer les choses qui lui tiennent à cœur. L'atteinte de ce résultat suppose aussi que les jeunes hommes et femmes leaders collaborent avec les autorités et les acteurs de sécurité et donc une implication des jeunes (hommes et femmes) dans les instances de prises de décisions et les initiatives en faveur de la paix et la cohésion sociale dans leurs localités. Cela s'aligne avec l'indicateur 2 (*Niveau de différence entre les groupes démographiques en ce qui concerne la confiance dans les sources d'information, la confiance dans les interactions et la conviction que la violence est parfois nécessaire pour atteindre ses objectifs*) de la thématique « **Polarisation collective** » du cadre d'impact pour la paix.

☞ Cohérence du projet avec la politique de prévention et de protection

Enfin, le projet s'aligne avec la politique de prévention et de protection de Search. En effet, les trois indicateurs de cette politique sont pris en compte dans la mise en œuvre du projet à savoir : i) % de participants qui estiment que leur voix et leur opinion sont prises en compte dans le projet, ii) % de participants qui se sentent en sécurité lors de leur participation (au projet / aux activités) et % de participants qui connaissent les mécanismes de signalement.

L'équipe de Search affirme avoir veillé au respect de la pluralité des opinions en accordant le temps de paroles à toutes les parties prenantes qui ont participé aux activités du projet. Elle assure avoir fait le nécessaire pour éviter que les participants aux activités courent des risques sécuritaires en se déplaçant de leurs domiciles aux lieux de réalisation des activités ainsi que sur le chemin du retour.

Si la mesure de ces indicateurs n'a pas été faite au cours de la mise en œuvre du projet pour soutenir ces affirmations, les informations recueillies auprès des bénéficiaires du projet dans les groupes de discussion permettent d'établir une mesure. En effet, pour le premier indicateur concernant la prise en compte des voix et des opinions des personnes lorsqu'elles participent aux activités un sentiment de satisfaction se lit dans les discours des acteurs rencontrés. En moyenne, quatre personnes sur quatre (100%) estiment que leurs voix et leurs opinions ont été prises en compte dans les activités auxquelles elles ont participé. Cette tendance est de trois personnes sur quatre (75%) lorsqu'il s'agit de sentir en sécurité en participant aux activités du projet et de deux personnes sur quatre (50%) lorsqu'il s'agit de connaître les mécanismes de signalement.

3.2.3 Cohérence des objectifs du projet par rapport aux instruments régionaux de résilience des communautés face à l'extrémisme violent

L'objectif du projet s'aligne directement aux instruments de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest – CEDEAO notamment le Cadre de prévention des conflits en sa composante « **Éducation à la paix (culture de la paix)** » qui vise à « **transformer les mentalités et le modèle comportemental des populations, notamment chez les enfants, les jeunes et les décideurs, à travers des moyens de pensée, d'action et d'interaction exclusivement pacifiques** ». Les objectifs s'alignent également sur le **plan d'action prioritaire de la Communauté Économique des États de L'Afrique de L'Ouest (CEDEAO)** en ce qui concerne la "promotion de la communication, du dialogue intercommunautaire et de la prévention de l'extrémisme violent" et "renforcement des synergies opérationnelles entre les forces de sécurité et les communautés locales pour mieux protéger les communautés locales, instaurer la confiance et assurer la transparence." Également, le programme s'aligne à l'objectif 13 de « **la Paix, la Sécurité et la Stabilité sont préservées** » de **l'agenda 2063³ de l'Union Africaine** et sur les **Objectifs de Développement Durable (ODD)** spécifiquement à l'objectif 16⁴, « **Promouvoir l'avènement des sociétés pacifiques et ouvertes aux fins de développement durable** ».

3.3 Efficacité dans la mise en œuvre du projet « Woumtaaba »

3.3.1 Planification et mise en œuvre des activités du projet

Suivant la planification du projet et à la lecture du Cadre Mesure de Rendement (CMR) mis à jour à la date du 20 octobre 2023, l'appréciation de la réalisation des activités du projet se fait à deux niveaux : i) les activités dont le niveau de réalisation est supérieur ou égal à 100% et ii) les activités dont le niveau de réalisation supérieur ou égal à 50%.

- ☞ Les activités telles que la formation en transformation de conflits, la formation en théâtre participatif, la formation en coaching des professionnels des médias et des influenceurs, la production de contenus info – intox et la production et de diffusion des programmes radiophoniques pour la paix et la cohésion sociale, la formation/coaching des membres des structures locales de gestion de conflit et la mise en place/redynamisation des observatoires départementaux et villageois de l'ONAPREGECC ont toute un niveau de réalisation égal ou supérieur à 100% dont 117% pour la dernière citée et l'activité de production et de diffusion des programmes radiophoniques.
- ☞ Les activités telles que : le théâtre participatif et les exercices de planification participative des initiatives de cohésion sociale menées par les jeunes ont un niveau de réalisation inférieur à 100%.

Tableau 4: Taux de réalisation des activités

Activités du projet	Indicateurs	Cibles initiales	Total atteint	% de réalisation
Objectif général du projet :	Réduire la violence intercommunautaire et renforcer la cohésion sociale dans les régions affectées par les déplacements de populations au Burkina Faso (Centre Nord et Sahel)			

³ L'objectif 13 de l'agenda 2063 : La paix, la sécurité et la stabilité sont préservées (voir [l'agenda 2063](#)).

⁴ [Objectif 16 des ODD](#) : Paix, Justice et Institutions efficaces

Objectif Spécifique 1	Renforcer la protection des populations et réduire les risques de violences communautaires immédiates à travers des initiatives portées par des jeunes hommes et femmes leaders en collaboration avec les autorités et les médias			
A.1.1.1 Formation en transformation de conflit	# de sessions de formation réalisées	6	6	100%
	# de personnes formées dont 120 jeunes (50% de femmes) et 30 membres de l'ONAPREGECC (40% de femmes)	150 dont 45% de femmes (55F/58H)	123 (68 hommes et 55 femmes), 55.3% sont des hommes et 44.7 sont des femmes	82%
	% et # des personnes formées ayant amélioré leur compétence	75%	- 21	Chiffre pas clair
A.1.1.2 Formation en théâtre participatif	# de formations réalisées	6	6	100%
	# de personnes formées	60 dont 40% de femmes (24F/36H)	58 comédiens dont 30 femmes	96.66%
	% et # des personnes formées ayant amélioré leur compétence	75%	77%	102.66%
A.1.1.3 Représentations de théâtre participatif	# de représentations réalisées	36	18	50%
	# de participants aux représentations	6.000	5.758 dont 1376 hommes et 2222 femmes	95.96%
A.1.1.4 Exercices de planification participative des initiatives de cohésion sociale menés par les jeunes leaders	# de sessions de planification	12	6	50%
	# de participants aux sessions de planification	120 à raisons de 10 participants par sessions	45 participants dont 20 femmes et 25 hommes	37,5%
A.1.1.5 Initiatives communautaires de cohésion sociale menées par les jeunes leaders	# d'initiatives communautaires de cohésion sociale mises en œuvre par les jeunes hommes et les jeunes femmes	18	13	72,22%
	# de bénéficiaires des initiatives communautaires	6.000	3 535 dont 2.331 hommes et 1.204 femmes	59%
A.1.2.1 Formation et coaching des professionnels des médias et influenceurs	# de sessions de formation réalisées	2	2	100%
	# de personnes formées parmi les professionnels des médias et influenceurs	40 dont 30% de femmes soit au moins 12 femmes et 28 hommes	38 (Pas de données désagrégées)	95%
	% et # des personnes formés ayant amélioré leur compétence	75%	Pas de données	Pas évalué

	# de sessions de coaching réalisée	20	4	20%
	# de radios coachées	10	10	100%
A.1.2.2 Production de contenus "info-intox"	# de contenus produits	80	82	103%
	# de cérémonies de remise des prix organisées	1	1	100%
A.1.2.3 : Production et diffusion d'émissions radiophoniques pour la cohésion sociale et la paix	# d'émissions radiophoniques pour la cohésion sociale et la paix produites et diffusées (en trois langues)	12	14	117%
	# de contrats signés avec les radios locales partenaires pour la diffusion de ces émissions	10	10	100%
Répondre aux causes structurelles et récurrentes des conflits à travers le renforcement des mécanismes de gestion de conflit et la mise en œuvre de projets de stabilisation, tout en y intégrant une approche sensible au genre				
A.2.1.1 Formation/coaching des membres des structures locales de gestion de conflit.	# de sessions de formation organisées	6	6	100%
	# de personnes formées et coachées dont 40% de femmes	120 personnes dont 48 femmes et 72 hommes)	164 (Pas de données désagrégées)	137%
	% et # des personnes formées ayant amélioré leurs compétences et connaissances en gestion de conflit	75% et # désagrégés par genre	58,33% (Pas de données désagrégées)	77,77%
A.2.1.2 Mise en place/redynamisation des observatoires départementaux et villageois de l'ONAPREGECC	# d'observatoires mis en place ou redynamisés	12 observatoires	12 observatoires	100%
	# de réunion multipartites appuyées	12	14	117%
A.2.1.3 Appui à la mise en œuvre de projets de stabilisation par les membres des observatoires	# de projets de stabilisation mis en œuvre par les membres des observatoires	24	27	113%

Source : Analyse documentaire annuel du projet, novembre 2023⁵

Les activités dont le niveau de réalisation est égal ou supérieur à 100% sont essentiellement des activités de renforcement de capacités souvent réalisées dans un cadre plus sécurisé. C'est le même cas pour les activités de production et de diffusion et pour la mise en place/redynamisation des observatoires villageois et départementaux, pour lesquelles il n'est pas souvent nécessaire d'aller sur le terrain. Cela n'est pas le cas pour les activités de théâtres participatifs, des exercices de planification participative et des initiatives conjointes en faveur de la paix et de la cohésion sociale. Ces activités nécessitent un rassemblement des personnes et dans un contexte d'insécurité, leur réalisation dépend fortement de la situation sécuritaire

⁵ Cadre de Mesure de Rendement (CMR) du projet

qui prévaut dans les communes cibles. Dans le cadre de ce projet, Search et ses partenaires n'ont pas réussi à réaliser ces activités les communes de la région du Sahel et notamment à Falangountou et dans une moindre mesure à Gorom-Gorom. Et ce, malgré l'extension de la période de mise en œuvre.

La situation sécuritaire dans les communes est aussi la raison pour laquelle les indicateurs liés au nombre de personnes à toucher par activités ne sont pas totalement atteints. La difficulté de mobilité et/ou la peur de courir un danger en participant à une activité, combinée au déplacement des populations dans certaines communes n'ont pas facilité l'atteinte des cibles de ces indicateurs selon les membres de l'équipe du projet et les partenaires de mise en œuvre. Malgré cette situation d'insécurité, les projets de stabilisation (construction et réhabilitation de forages, délimitation de pistes à bétail) ont été réalisés à hauteur de 113%.

En tenant compte du niveau de réalisation de toutes les activités et du contexte dans lequel le projet a été mis en œuvre, l'équipe d'évaluation note de manière globale, une efficacité dans la mise en œuvre que Search et ses partenaires ont été globalement efficaces dans la planification et la réalisation des activités du projet.

3.3.2 Efficacité par rapport à la mitigation des contraintes liées à la mise en œuvre du projet

La situation sécuritaire s'est détériorée dans les régions de la zone d'intervention du projet particulièrement dans les communes du Sahel et de Kongoussi. En effet, la situation est marquée par les attaques armées, les contrôles irréguliers, les intimidations des populations, la destruction des biens privés et publics, l'explosion à l'IED et les mouvements massifs de population. Selon le Conseil National de Secours d'Urgences et de Réhabilitation (CONASUR) à la date du 31 janvier 2023 on dénombrait 24 186 Personnes Déplacées Internes (PDI) dans la commune de Kongoussi, 121018 PDIs dans la commune de Kaya et 5568 dans la commune de Korsimoro soit 150 772 PDIs concernées dans la région du centre-nord. Pour la région du Sahel on dénombre 52385 PDIs dans la commune de Gorom-Gorom, 65035 PDIs dans la commune de Dori, 674 PDIs dans la commune de Falangountou soit 118 094 PDIs concernées dans la région du Sahel. La zone d'intervention du projet totalise 268866 PDIs, au 31 janvier 2023⁶. L'impraticabilité de la route nationale 3 (RN3) qui relie Kaya à Dori depuis mai 2023 a constitué un obstacle pour la réalisation des activités. Cette situation sécuritaire fragile et volatile provoquée par les Groupes Extrémistes Violents (GEV) a contribué à rendre très vulnérables les populations. Un **membre de l'équipe projet, basé dans la région du Sahel** nous explique la situation en ces termes : « *Le projet a été très résilient dans la mesure où la fragilité de la situation sécuritaire nous a contraint à réadapter régulièrement nos activités ; Les besoins de base des populations se font de plus en plus rares sur les marchés et lorsqu'ils sont disponibles coûtent excessivement chers et hors de la portée des ménages vulnérables, depuis l'isolement de la commune de Dori par les GEV* ».

En raison de ces difficultés relatives à l'insécurité, des stratégies ont été élaborées pour faciliter la mise en œuvre des activités dans les communes concernées. Par conséquent Search a œuvré non seulement à se conformer au protocole de sécurité en vigueur pour assurer la sécurité du personnel et des bénéficiaires du projet, mais aussi d'adapter ses méthodes de mobilisation des parties prenantes et la mise en œuvre des activités. Les stratégies utilisées sont entre autres :

- La mise en œuvre des activités en tenant compte de l'actualité sécuritaire dans les zones concernées afin de garantir la participation de tous les cibles

⁶ [Aperçu des Personnes Déplacées Internes – Données 31 janvier 2023](#)

- La réduction du temps des séances. Une communication à l'endroit des absents se fait par les participant présents après chaque activité
- Le maintien de la communication en permanence avec les autorités sécuritaires et les autorités locales concernées pour la validation des activités du projet ;
- Un encouragement continu aux démembrements de l'ONAPREGECC, partenaires aux activités du projet sur l'importance de maintenir la communication avec les communautés pour une meilleure collaboration.

En plus de ces stratégies, il est important de mentionner une approche innovatrice qui s'est montrée très efficace. Il s'agit de l'accent mis sur les émissions radios par le biais des radios partenaires de Search à travers les thématiques (conflits, méfiance, stigmatisation, gestion des conflits) du projet qui ont concouru à sensibiliser un maximum de cibles dans les communes cibles.

En somme, toutes les stratégies énumérées ci-dessus et adoptées par l'équipe du projet ont permis d'atténuer les risques en ce qui concerne la réalisation des activités du projet dans toutes les zones ciblées.

3.3.3 Efficacité par rapport à la satisfaction des attentes et des besoins des cibles du projet

L'efficacité du projet « Woumtaaba » se manifeste clairement dans sa capacité à répondre de manière satisfaisante aux attentes et aux besoins des cibles du projet. La mise en œuvre réussie des activités a généré des résultats tangibles, tels que l'augmentation significative de la reconnaissance de la valeur ajoutée des jeunes dans la promotion de la cohésion sociale et l'amélioration de la satisfaction des populations en ce qui concerne la redynamisation des démembrements de l'ONAPREGECC en vue de prévenir et de gérer des conflits à l'avenir. Cette réponse positive indique une adéquation entre les interventions du projet et les attentes exprimées par les communautés du Centre-Nord et du Sahel au Burkina Faso.

En effet, le projet « Woumtaaba » permis de mettre en place ou de rendre fonctionnel plusieurs démembrements de l'ONAPREGECC qui étaient en dormance et redynamiser ceux de Dori, Gorom-Gorom, Falangountou et de redynamiser. Il faut rappeler qu'au moment de l'étude de base, seulement 34,4% de répondants la connaissaient du fait de son inactivité. C'est ainsi que les premières initiatives ont été de les rendre opérationnels à travers le renforcement de capacités des membres, puis de les accompagner dans la réalisation de leurs activités. Les propos d'un membre régional de l'ONAPREGECC, vivant à Kaya se résument : *« Lorsque nous avons été désignés depuis 2019 comme membres, il n'y avait pas de formations encore moins d'activités. A chaque fois, les autorités nous disaient d'attendre, pourtant, nous voyons les besoins des populations sans pouvoir intervenir, même dire à quelqu'un que nous sommes les représentants. C'est grâce à Woumtaaba que l'ONAPREGECC est bien connue maintenant. Les activités de sensibilisation des communautés sont devenues une réalité pour les populations »*.

Le projet « Woumtaaba », à travers les formations, la réalisation des théâtres ont permis de regrouper les jeunes sans distinction de sexe, d'ethnies et de classes sociales, faisant d'eux des leaders pour la protection des droits humains et la réduction des violences communautaires, comme l'explique un jeune leader à Kongoussi : *« Nous avons réussi à surmonter les clivages ethniques et à œuvrer ensemble pour réduire les violences auxquelles nous sommes confrontés. Femmes ou hommes tous, les jeunes oeuvrent dans ce sens et le plus souvent nous mettons les efforts ensemble pour toucher toutes les composantes de notre société »*

Les représentations de théâtre participatif ont permis de résoudre plusieurs conflits entre hôtes et PDI. Par ailleurs, l'un des soucis de la population était l'approvisionnement en eau potable

et l'accès aux soins de santé primaire. Le projet en s'engageant à réhabiliter et réaliser des forages a participé à résoudre une préoccupation majeure et une jeune femme dans la commune de Korsimoro de déclarer : « *Les femmes souffraient énormément ici. Il fallait se réveiller à 3 heures du matin, parcourir plusieurs kilomètres et s'aligner toute la journée pour espérer remplir 2 bidons de 20 litres d'eau afin de faire vivre la famille. Vous savez que l'eau, c'est la vie ! Souvent, les enfants pouvaient faire des semaines sans se laver. Se laver était un luxe, puisque l'eau était une denrée rare* »

3.3.4 Efficacité par rapport l'inclusion dans la mise en œuvre des activités du projet

L'efficacité du projet Woumtaaba en la matière est notable, illustrant un engagement à intégrer de manière significative les différentes parties prenantes. La participation active des communautés cibles, des autorités locales et des membres de l'ONAPREGECC a contribué à garantir une représentation diversifiée dans la planification et la réalisation des initiatives. La prise en compte des perspectives variées a renforcé la légitimité du projet et favorisé une mise en œuvre adaptée aux réalités locales.

L'efficacité de l'inclusion se reflète également dans les résultats positifs, tels que l'augmentation de la reconnaissance de la valeur ajoutée des jeunes et la satisfaction à l'égard de l'efficacité des actions de l'ONAPREGECC, témoignant ainsi de la réussite de l'approche inclusive adoptée par le projet Woumtaaba. Aussi, le projet a intégré les femmes et les personnes vivant avec un handicap dans la mise en œuvre de ses actions. L'analyse genre au début du projet a permis d'identifier les personnes marginalisées telles que : les PDI, les personnes vivant avec un handicap (physique, psychique, etc...) en plus d'analyser la perception des populations et des acteurs locaux (autorités administratives, coutumières et religieuses, leaders jeunes et leaders femmes) sur la notion du genre. Cela a aidé l'équipe du projet à mieux adapter la participation des femmes, des jeunes, des handicapés, des PDI activités du projet. C'est ainsi que par exemple, les handicapés moteurs ont animé les séances de théâtre participatif, les jeunes et les femmes ont fortement été impliqués dans les initiatives conjointes en faveur de la paix et de la cohésion sociale. Un jeune leader à Gorom-Gorom soutient que « *Les participants ont toujours été choisis de la manière la plus inclusive possible. Les PDI, les handicapés, les jeunes et les jeunes ont été impliqués dans les activités du projet* ».

3.4 Effets et impacts

3.4.1 Effets liés à l'objectif spécifique 1 du projet : Renforcer la protection des populations et réduire les risques de violences communautaires

☛ Effets du projet sur la collaboration et la confiance entre les populations, la société civile, les autorités locales, régionales et nationales :

Search à travers cette initiative a cherché renforcer la collaboration entre les populations (notamment les jeunes hommes et femmes leaders), les autorités formelles et dans les communes couvertes par le projet. Les activités de formation à la transformation de conflits, des exercices de planification conjointe des initiatives en faveur de la paix ont été initiées pour dans un premier, restaurer la confiance entre les différents acteurs (jeunes hommes et femmes, autorités formelles et informelles et acteurs de la sécurité) et dans un deuxième temps, promouvoir leur collaboration. Ce résultat semble atteint au regard des informations recueillies au cours de cette évaluation.

En effet, ils sont 83% des répondants au sondage qui soutiennent que la confiance entre les populations et les autorités (formelles et informelles, civiles et leaders) s'est améliorée au cours

des 20 derniers mois. Parmi ceux qui notent une amélioration de la confiance entre les acteurs cités, 83 % soutiennent qu'une amélioration de la confiance a contribué à une collaboration active entre les populations et les autorités à tous les niveaux autour des questions liées à la sécurité, la paix et la cohésion sociale. C'est 29,4 points de plus que ce qui a été observé pendant l'étude de base pour ce projet (53,6%). La ventilation par région révèle une amélioration de la confiance entre les populations et les autorités (formelles et informelles, civiles et leaders) dans le Sahel, atteignant 87%, tandis qu'elle est de 79% au Centre-Nord.

Figure 2: Perception d'amélioration de la collaboration entre les populations et les autorités



Les parties prenantes et les bénéficiaires des activités du projet attestent cette amélioration de la collaboration entre les différents acteurs au bénéfice de la paix et de la cohésion sociale. Les témoignages recueillis dans les groupes de discussions et au cours des interviews illustrent que les jeunes, les femmes collaborent de plus en plus avec les autorités locales (formelles ou informelles) dans le cadre des initiatives de consolidation de la paix et de la cohésion sociale à travers les formations et les représentations en théâtre participatif. En ce qui concerne les initiatives de paix communautaires, au cours du dernier semestre du projet, 3535 personnes ont été touchées, dont 1204 femmes. Une jeune femme dans la commune de Dori estime que « *Les autorités sont de plus en plus enclines à impliquer les jeunes et les femmes dans les initiatives locales de prévention et gestion de conflits* ». Elle estime que cette attitude des autorités « *a contribué à l'amélioration de la perception des populations vis-à-vis de ces autorités* » et que cela a « *amélioré la confiance des populations en leurs autorités* ».

Il est difficile pour l'ensemble des populations des communes du projet de lier l'amélioration de leur collaboration avec les autorités formelles et/ou informelles à la mise en œuvre du projet « **Woumtaaba** » dans ce sens que la plupart des répondants au sondage ne connaissent pas le projet. Mais les bénéficiaires directs des activités réalisées dans le cadre de ce projet et les parties prenantes soutiennent que les activités ont joué un rôle clé dans cette amélioration des relations entre les populations et leurs autorités. Un agent du démantèlement départemental de l'ONAPREGECC à Falangountou estime que « *leur renforcement de capacités et les exercices de planification des initiatives conjointes ont largement contribué à améliorer la collaboration avec les populations* ». Un jeune leader à Kongoussi abonde dans le même sens et soutient que « *Les exercices de planification conjointe et l'atelier de cocréation des indicateurs lui ont permis de*

nuancer sa perception sur les services techniques de l'État et d'accepter de collaborer avec eux pour apporter des solutions aux problèmes de leur localité ».

De ce qui précède, on note des effets positifs du projet et de ces activités à l'amélioration des relations de confiance et de collaboration entre les populations et autorités formelles et informelles. Cette amélioration est soutenue par l'implication de plus en plus significative des groupes de personnes vulnérables souvent mis à l'écart dans les processus de prises de décisions sur des questions existentielles des communautés. Dans toutes les communes couvertes par le projet, le sentiment d'implication dans les initiatives locales est positif chez les jeunes et les femmes. Ce sentiment pousse ces couches sociales à s'engager en faveur de la paix et de la cohésion sociale dans leurs communes respectives à travers leur participation aux activités pour acquérir des connaissances afin de devenir des ambassadeurs de la paix dans leur environnement.

☛ Effets du projet sur la réduction des discours de haine et la promotion des contenus médiatiques sensibles aux conflits

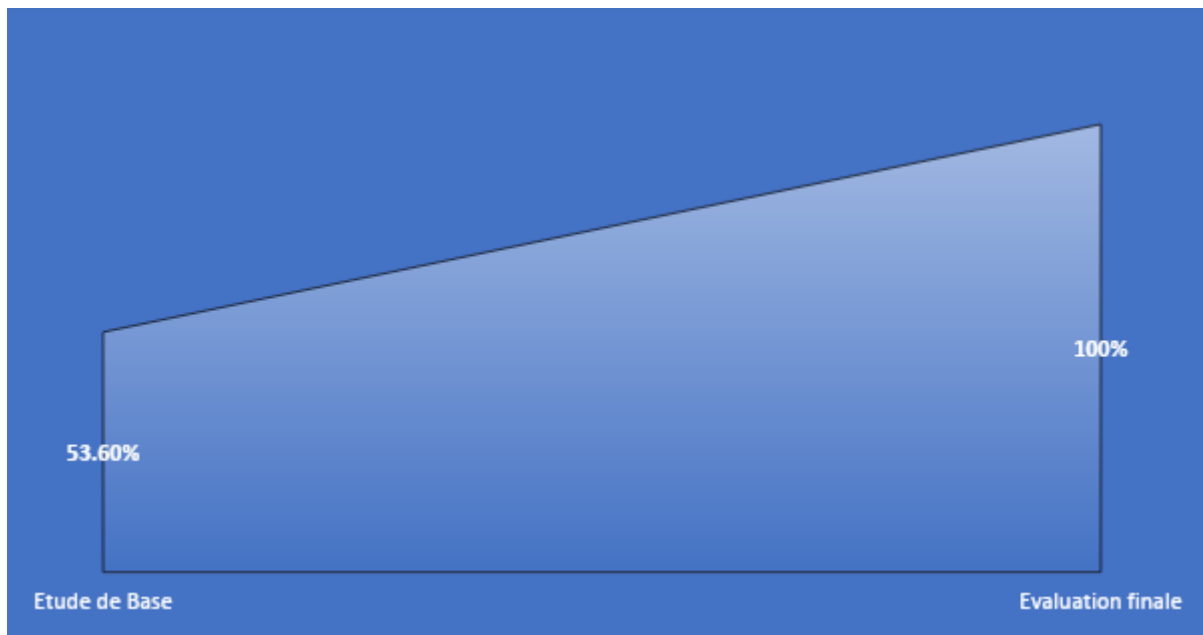
Le deuxième résultat de la mise en œuvre de ce projet repose sur l'accès pour les médias et les influenceurs, à des ressources pouvant leur permettre de prévenir les messages de haine en produisant et diffusant des contenus sensibles aux conflits et au genre. Pour y arriver, Search a organisé deux sessions de formations sur le « *fact-checking* » à l'endroit des acteurs des médias et des influenceurs. Il y a eu des formations sur les contenus sensibles au genre et aux conflits, sur la consolidation/construction de la paix dans l'espace numérique. Ces sessions ont été l'occasion pour ces acteurs des médias (traditionnels et numériques) de se familiariser avec les techniques de détection des discours haine, des messages erronés et des rumeurs qui pullulent dans le monde de l'information et de la communication. Elles ont aussi permis à ces acteurs de mener des actions (productions de discours alternatives) pour lutter contre la propagation de ces discours nocifs.

L'évaluation finale note un effet positif des actions du projet sur la réduction des discours de haine par le biais de la production et la diffusion de contenus beaucoup plus sensibles aux conflits. 14 émissions radiophoniques pour la cohésion sociale et la paix ont été produites et diffusées (en trois langues) pendant le cycle de vie du projet et 09 contrats signés avec les radios locales partenaires pour la diffusion de ces émissions. Et pendant l'évaluation, un **commerçant de la commune de Kongoussi** a témoigné avoir entendu les messages de cohésion sociale en ces termes « *Les messages qui sont diffusés par le projet « Woumtaaba » a beaucoup apaisé leurs cœurs ici et à améliorer le vivre ensemble entre les communautés* ». En effet, 100% des répondants au sondage estiment avoir été touchés par les messages diffusés soit sur les radios, soit sur les médias sociaux. Les répondants ne se souviennent pas des noms des programmes ou tout le contenu des messages pour ainsi lier les messages aux programmes et possiblement à l'organisation qui soutient la diffusion de ces productions. Mais ils parviennent à citer quelques thèmes autour desquels les messages sont construits. Il s'agit entre autres de thématiques comme « *l'engagement des jeunes et des femmes à la consolidation de la paix* », « *le rôle de l'ONAPREGECC* », « *la cohésion sociale et le vivre-ensemble* », « *la tolérance et l'acceptation des autres* ». Un commerçant dans la commune de Kaya affirme « *les messages que j'ai écoutés à la radio portaient sur le vivre-ensemble, le rôle des populations pour la prévention des conflits, l'acceptation des PDIs* ».

Parmi ceux qui disent avoir écouté des messages de ce genre, 100% estiment que ces messages ont contribué à la réduction des fausses informations et des discours de haine dans leurs localités. Ce chiffre ne peut être comparé pour savoir si c'est une amélioration ou non puisque pendant la référence n'a pas été mesurée pendant l'étude de base. De plus, il est difficile de

confirmer la réduction de la propagation des discours de haine et des fausses informations étant donné qu'aucun chiffre officiel n'existe sur le taux de propagation des discours de haine et de fausses informations à l'échelle des communes d'interventions du projet et à l'échelle régionale ou nationale. Mais les informations issues des groupes de discussions et des interviews des informateurs clés permettent de soutenir que la production et la diffusion des discours alternatifs a permis aux populations d'acquiescer des réflexes de vérification des informations.

Figure 3: Perception de réduction des discours de haines et des fausses informations



Qu'elles reçoivent, qu'elles proviennent des radios ou des médias sociaux, les informations sont de plus en plus vérifiées par les populations. « Avant, dès que je recevais une information, je partageais directement sans chercher à comprendre si elle est vraie ou fausse ou me soucier des conséquences que ça peut avoir. De nos jours, je prends le temps de vérifier les informations. Si je les trouve douteuses, je vais me renseigner auprès des autorités ou j'attends que la radio la diffuse », raconte un jeune d'un « Grin » à Korsimoro. Un agent de la radio « Voix des Lacs » de Kongoussi soutient que « J'ai un ami, il ne vérifiait jamais les infos. Dès qu'il reçoit un message sur WhatsApp, il balance directement à notre groupe. Comme c'est le leader du groupe, il est très influent et les amis ont plus confiance en lui que moi qui suis agent de radio. Même quand je sais que l'info n'est pas vraie, je ne pouvais pas le dire dans le groupe pour éviter de passer pour celui qui ne dit pas la vérité. Mais un jour, on était ensemble avec des amis, il a reçu une information. Il me l'a envoyé et m'a demandé si c'était vrai, je lui ai dit que l'information était fausse. Il a alors demandé aux autres si quelqu'un avait reçu la même information que lui, ils ont dit oui, il leur a dit d'attendre que cela soit vérifié avant tout partage. J'étais surpris et je lui ai alors demandé pourquoi il se retenait cette fois-ci de partager. Il m'a dit que les messages que nous passons à la radio sur les conséquences des fausses informations et des rumeurs, l'ont beaucoup fait réfléchir et qu'en tant que leader, il doit faire attention à ne pas contribuer à la diffusion d'informations qui peuvent avoir des conséquences néfastes sur les populations ».

Ainsi, s'il est difficile de dire qu'il y a réduction des discours de haine et des fausses informations dans les communes du projet, nous pouvons dire que les actions du projet ont contribué à développer chez les populations enquêtées, des réflexes pour vérifier les informations qu'elles

reçoivent. Ceci constitue un apport majeur du projet aux prises d'initiatives individuelles et collectives pour réduire la prolifération des discours et informations qui sapent l'harmonie sociale.

3.4.2 Effets liés à l'objectif spécifique 2 du projet : Répondre aux causes structurelles et récurrentes des conflits à travers le renforcement des mécanismes de gestion de conflit et la mise en œuvre de projets de stabilisation, tout en y intégrant une approche sensible au genre

☛ Effets du projet sur le fonctionnement des démembrements de l'ONAPROGECC :

Le troisième résultat souhaité par la mise en œuvre de ce projet est que les démembrements de l'ONAPREGECC jouent bien leur mission de prévention des conflits communautaires en s'attaquant aux causes structurelles et récurrentes des conflits dans les communautés. Pour y parvenir, Search for Common Ground a renforcé les capacités des agents de ces démembrements sur la gestion des conflits, soutenu la mise en place et/ou la redynamisation des observatoires départementaux et villageois de l'ONAPREGECC, et soutenu le développement et la mise en œuvre des projets de stabilisation portés par des observatoires dans les communes.

L'appréciation des effets du projet concernant de troisième résultat se fait à trois niveaux différents à savoir : i) La connaissance et la compréhension par les populations de l'ONAPREGECC et de sa mission, ii) le sentiment d'amélioration de connaissances et de compétences en matière de prévention et gestion de conflits par les membres des observatoires villageois et départementaux et iii) la contribution des observatoires villageois et départementaux à la réduction des conflits dans les communautés.

☛ La connaissance de l'ONAPREGECC et la compréhension de sa mission :

À l'étude de base de ce projet, seulement 34,4% des répondants affirmaient connaître l'ONAPREGECC. Cette connaissance était plus évoquée/affirmée dans la région du Nord (avec 20,3% des répondants d'alors) que dans la région du Sahel (14,1% des répondants).

Les données de l'évaluation confirment une amélioration substantielle de la connaissance de l'institution qui est l'ONAPROGECC à travers des observatoires villageois et départementaux. En effet, 78,5% des répondants à cette évaluation disent connaître l'ONAPREGECC à travers ses démembrements au niveau des villages et au niveau des départements. La répartition par région confirme toujours une disparité entre la région du Centre Nord (76%) et celle du Sahel (81%). La répartition au niveau communal montre que Falangountou et Gorom-Gorom affichent des taux élevés de 94% et 96%, respectivement, indiquant une forte notoriété de l'organisation. En revanche, Dori et Kongoussi présentent des taux de connaissance de 56% et 66%. Korsimoro se distingue avec un taux élevé de 97%. Plus que le fait de connaître l'institution c'est surtout la compréhension de sa mission qui est mise en avant par les répondants. Sur les 78% qui affirment connaître l'institution ou un de ses démembrements, 87 % parviennent à citer au moins une des missions de celle-ci. Ceci est très évocateur de l'amélioration de la connaissance de l'ONAPREGECC et/ou ses démembrements dans les communautés puisqu'à l'étude de base, même ceux qui affirmaient l'institution ne parvenaient pas à évoquer sa mission.

Cette tendance est encore plus importante dans les récits parties prenantes et les bénéficiaires du projet. Un acteur de la société civile à Gorom-Gorom affirme que « *les gens ont une meilleure connaissance de l'observatoire départemental de la prévention et de la gestion des conflits* »

communautaires. Ils connaissent de mieux en mieux les attributions de cette structure et cela est une bonne chose parce que cela permet une meilleure collaboration ». Un jeune leader à Korsimoro soutient que « la population a une meilleure compréhension des missions de l'observatoire départemental. Lorsque vous discutez avec les gens dans les lieux de regroupement, ils parviennent à citer quelques-unes des missions de l'observatoire et cela n'a pas toujours été ainsi ».

☛ Amélioration des connaissances et compétences des membres des observatoires villageois et départementaux de l'ONAPREGECC :

Comme évoqué plus haut, les membres des observatoires villageois et départementaux ont bénéficié d'activités de renforcement de capacités sur les bonnes pratiques en matière de prévention et de gestion de conflits. Search dans le cadre de la mise en œuvre de projet a réalisé plusieurs ateliers de formation au bénéfice des cadres et techniciens de ces observatoires (Cf pages 28 tableau 3 des activités). Ces activités de formation s'ajoutent à d'autres déjà réalisées par Search toujours à l'endroit des membres de l'ONAPREGECC dans le cadre du partenariat entre les deux institutions.

De l'avis des membres des observatoires villageois et départementaux rencontrés, ces activités de formation ont amélioré leurs connaissances en ce qui concerne la prévention et la gestion des conflits communautaires. Bien qu'ils aient des aptitudes importantes pour gérer les conflits dans leurs villages et départements, ils estiment que l'approche de Search (l'approche Common Ground) est « plus simple et plus facile à appliquer que la plupart des approches conventionnelles ». La plupart des membres des observatoires estiment qu'ils ont des compétences pour mieux analyser les dynamiques de conflits afin de comprendre les causes structurelles qui les soutiennent. À Falangountou, un membre de l'observatoire annonce : « Nous avons plus d'éléments d'analyse et de réflexion sur les conflits et leurs dynamiques maintenant qu'avant. Cela nous aide à avoir une lecture plus objective des conflits et de pouvoir mieux élaborer les approches pour les gérer. Aussi, nous sommes plus alertes aujourd'hui. Nous savons détecter les signes avant-coureurs des conflits ». Un autre membre à Kaya soutient que « Les activités de formation nous donnent un éventail d'instruments qui nous permettent d'adresser les signes des conflits et cela aide à contenir les tensions avant qu'elles ne débordent. De nos jours, nos éléments parviennent à faire l'alerte précoce des conflits et dès que les situations sont remontées, nous agissons vite pour éviter que cela ne dégénère ».

Ces témoignages évoquent que les habitudes et attitudes des membres des observatoires villageois et départementaux se sont améliorées et que les activités de renforcement de connaissances menées par Search en sont pour quelque chose.

☛ Contribution des observatoires villageois et départementaux à la réduction des conflits dans les communautés :

En soutenant la communication sur les observatoires villageois et départementaux et en renforçant les connaissances et les compétences des membres de ces observatoires, le projet avait pour vision que l'ONAPROGRECC joue son rôle de prévention et de gestion des conflits communautaires dans les communes couvertes par le projet. Les témoignages sur l'amélioration des connaissances et compétences, l'amélioration des habitudes et attitudes des membres laissent présager que les conflits sont de plus en plus prévenus et/ou mieux gérés dans ces communes. Un tel scénario augure une baisse probable des conflits dans ces communes.

Les données de l'évaluation montrent que les populations font confiance aux observatoires pour prévenir et gérer les conflits. Leur satisfaction dans la gestion de ces conflits indique que les observatoires contribuent à réduire les conflits communautaires.

En effet, ils sont 83,24% des répondants qui estiment avoir confiance en la capacité des observatoires villageois et départementaux à prévenir et gérer les conflits communautaires. Parmi eux, 73% disent être satisfaits des actions entreprises par les observatoires dans le cadre de la prévention et 72% dans le cadre de la gestion des conflits locaux. Ces chiffres étaient respectivement de 42,45% et de 40,9% à l'étude de base, soit une amélioration de la satisfaction des populations de l'ordre de 30,5 points en ce qui concerne la prévention des conflits et de 31,1 points en ce qui concerne la gestion des conflits.

Cette amélioration du sentiment de satisfaction des populations par rapport aux efforts des observatoires villageois et départementaux est, selon les membres, due aux activités de renforcement de connaissances et compétences qu'ils ont bénéficiées. Un membre de l'observatoire à Kongoussi témoigne qu'« *Il y a beaucoup d'actions qui concourent au fait que les populations sont de plus en plus satisfaites de notre travail. Mais je dois reconnaître que les sessions de renforcement de capacités et les appuis aux projets de stabilisation ont substantiellement permis à l'observatoire d'être proactif pour prévenir certains conflits et gérer ceux qui sont déjà déclarés* ».

Comme à Kongoussi, dans toutes les autres communes, les témoignages des membres des observatoires vont dans le même sens : leur participation aux activités de renforcement de connaissances et de compétences et l'appui aux projets de stabilité « *ont eu un effet catalytique de la réduction des conflits locaux dans les communautés* ». De ce qui précède, nous pouvons affirmer que le projet a atteint son résultat 3 à savoir : apporter les savoir-faire et l'appui nécessaire aux observatoires villageois et départementaux pour mener à bien leur mission de prévention des conflits communautaires de manière inclusive, sensible au genre et effective. En effet, le projet a accueilli les femmes, les jeunes, les vieux, les religieux, coutumiers, les personnes vivant avec un handicap, les PDI et les populations hôtes. Ces groupes hétérogènes ont constitué un ensemble pour exprimer des réponses différentes aux besoins de chaque composante. Car l'autre aspect qui fait que les populations sont satisfaites des actions de ces observatoires dans la prévention et la gestion des conflits est que les initiatives sont de plus en plus inclusives.

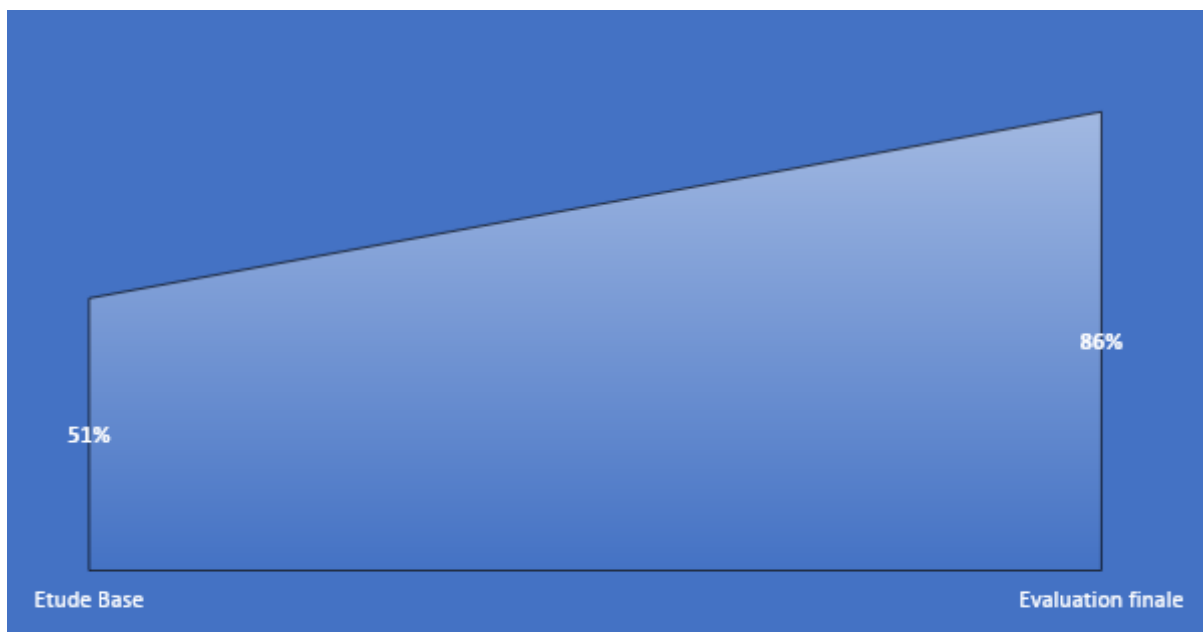
En effet, dans les communautés, les populations ont noté l'implication des jeunes, des femmes, des PDIs, et des autres composantes tranches d'âge de la société aux initiatives de préventions et de gestion des conflits. Il convient de rappeler que les communautés dans ces deux Régions n'intégrait pas les jeunes et surtout les femmes dans les prises de décisions. L'un des changements apportés est que désormais, ils sont consultés et participent de façon remarquable. Et les structures de concertation leur permettent de s'exprimer et d'agir comme acteur. De même, la mise en œuvre des projets de stabilisation a connu l'implication d'une diversité d'acteurs qui, le plus souvent, ne sont pas impliqués dans ce type d'initiatives. Une femme leader à Kaya estime que « *Le projet est novateur car pour une première fois, l'observatoire a tenu des séances populaires d'information sur les activités de sensibilisation et a demandé à toutes les couches et tous les acteurs de faire de propositions d'idées sur comment gérer la propagation des rumeurs et des fausses informations qui alimentent les conflits dans la commune* »

3.4.3 Analyse des indicateurs de performance du projet :

- ☛ **Pourcentage des répondants des communautés cibles interrogés qui reconnaissent la valeur ajoutée des jeunes dans la promotion de la cohésion sociale dans leurs communautés**

La reconnaissance accrue de la valeur ajoutée des jeunes dans la promotion de la cohésion sociale au sein de leur communauté découle de divers facteurs et contributions spécifiques. Ainsi, l'augmentation significative du pourcentage de répondants reconnaissant la valeur ajoutée des jeunes dans la promotion de la cohésion sociale, passe de 51% lors de l'étude de base à 86% à l'évaluation finale, ce qui traduit un effet positif du projet. Ces résultats indiquent que les initiatives mises en place pour faire participer les jeunes dans les activités visant la promotion de la cohésion sociale ont été bien perçues et appréciées par les communautés cibles. Cette augmentation est interprétée comme une validation de l'efficacité des interventions du projet « Woumtaaba » dans la sensibilisation et la mobilisation des communautés.

Figure 4: Niveau de reconnaissance de la valeur ajoutée des jeunes dans la promotion de la cohésion sociale



Cette amélioration de la valeur ajoutée des jeunes dans la promotion de la cohésion sociale de leur localité serait le fruit de l'approche de mise en œuvre du projet. En effet, les informations recueillies dans les groupes de discussions et des entretiens révèlent que le choix des parties prenantes, des bénéficiaires, les sessions de renforcement de capacités et les différentes activités dont celles relatives aux formations en transformation de conflit et la réalisation des théâtres participatifs ont été des catalyseurs. Cela aurait permis de franchir les barrières et engager une collaboration avec les différents acteurs locaux. Une autorité à Kaya confirme en ces termes : « *Les échanges entre les jeunes et les populations ont permis aux populations de comprendre le rôle déterminant des jeunes dans la promotion de la cohésion sociale au sein de leur communauté. Ils se sont approprié les activités du projet à tel enseigne qu'ils ont été impliqués dans tous les maillons.* ».

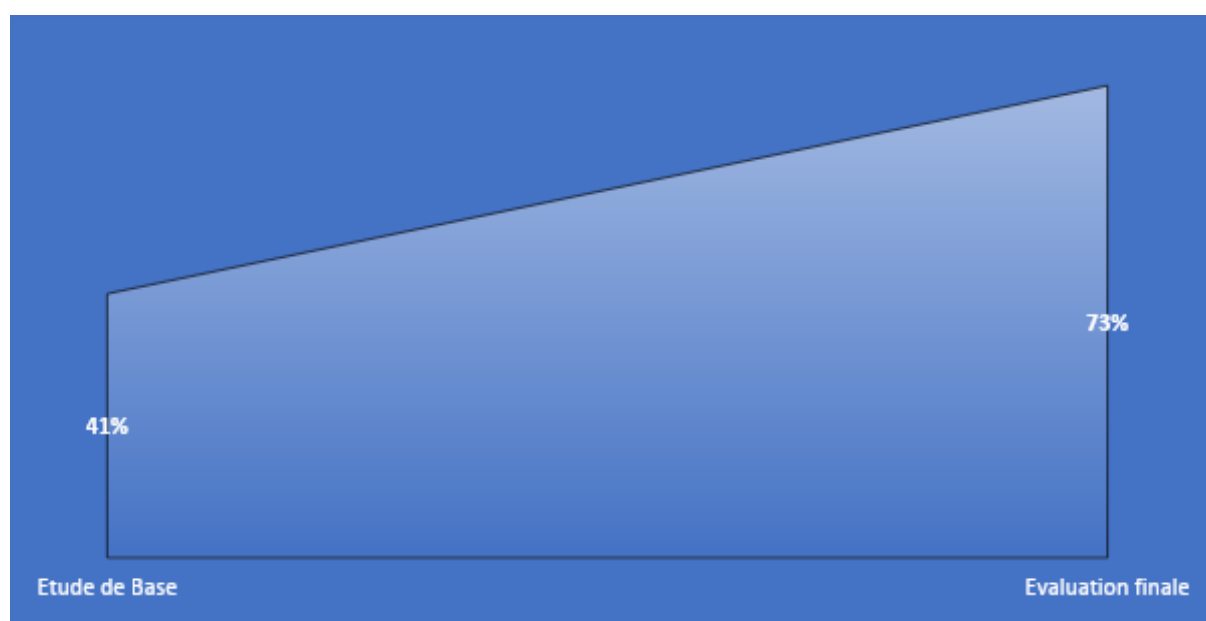
Au-delà des jeunes, plusieurs catégories de personnes se sont engagées dans la promotion de la cohésion sociale. En effet, après la mise en œuvre du projet « Woumtaaba », leur implication s'est considérablement améliorée pour atteindre le maximum. Pourtant, au départ, les autorités administratives, coutumières, religieuses, les leaders d'opinions et l'ONAPREGECC avaient des taux d'implication variant entre 3,8% et 26,5%. Ce résultat est la preuve que les activités du projet ont amélioré la compréhension de ces acteurs clés dans leur engagement à participer à

la consolidation de la paix dans leur localité. Étant donné que les populations ont de ces autorités, toutes initiatives nobles qu'elles entreprennent sont suivies par les autres composantes de la société surtout en ce qui concerne leur bien-être, comme le confirme le graphique suivant.

↳ Pourcentage des répondants des communautés cibles interrogés satisfaits de l'efficacité des actions de l'ONAPREGECC pour la gestion des conflits

L'augmentation du pourcentage de satisfaction des répondants des communautés cibles est désormais de 73% alors qu'il stagnait à 41% lors de l'étude de base. Cet accroissement témoigne de l'efficacité des actions des démembrements de l'ONAPREGECC dans la gestion des conflits. Il faut rappeler qu'avant la mise en œuvre du projet, les différents démembrements, soit ils existaient sans être fonctionnels, soit ils n'existaient pas. Les principales raisons étaient le manque de moyens et de compétences. Cette situation expliquait pourquoi l'ONAPREGECC était très peu connu (34,4%). Les membres de l'ONAPREGECC qui sont les représentants de l'administration locale, de la justice, des services techniques décentralisés, des élus locaux (jusqu'au coup d'état du 24 janvier 2022), des confessions religieuses, de la chefferie traditionnelle et coutumière, des médias et des CVD sont des acteurs indispensables dans toutes initiatives et cela a favorisé l'atteinte des résultats du projet. Les instruments (théâtres, initiatives communautaires, messages radiophoniques) utilisés ont été adaptés aux besoins réels des bénéficiaires, il s'agit de communication transparente qui a induit une participation accrue de la communauté, grâce à la pertinence des sujets abordés et des résultats tangibles dans la résolution des conflits. Cette progression de la satisfaction démontre l'impact positif perçu de l'organisation et indique un progrès encourageant dans son engagement en faveur de la cohésion communautaire et de la gestion effective des tensions locales. Ces faits sont confirmés par les populations à **Dori, lors d'un Focus group de jeunes femmes, par une jeune dame** : « Je suis vraiment contente des actions de l'ONAPREGECC dans la gestion des conflits. Ils ont vraiment écouté nos préoccupations et mis en place des initiatives qui ont eu un impact positif. Nous ressentons maintenant une réelle amélioration, et je suis confiante et souhaite que leur travail continue. ».

Figure 5: Niveau de satisfaction de l'efficacité des actions de l'ONAPREGECC pour la gestion des conflits

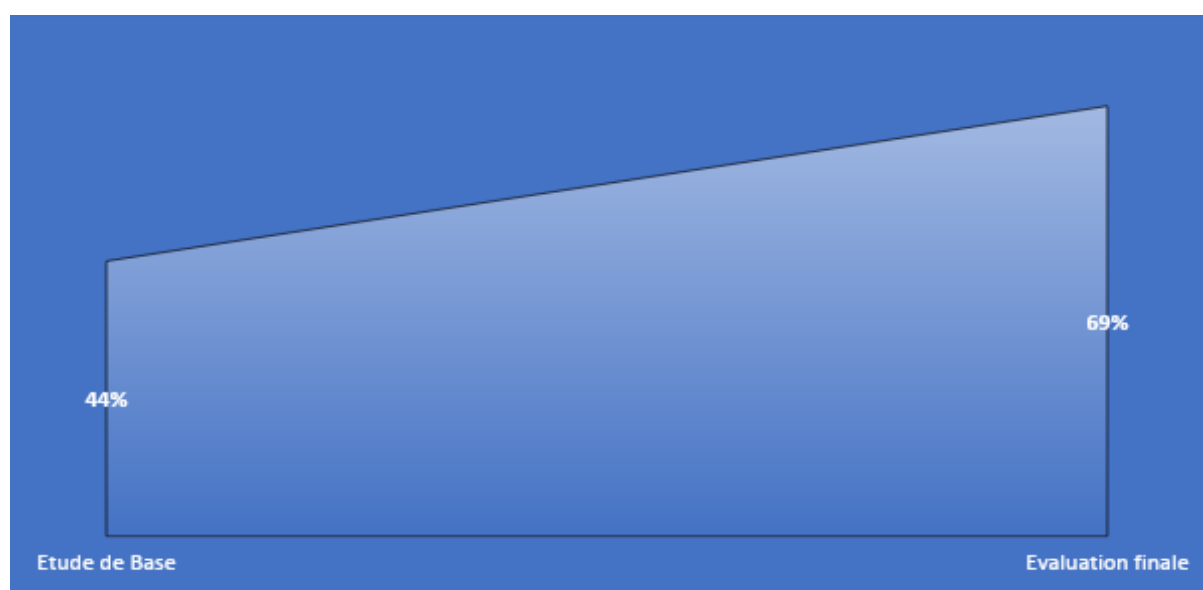


La satisfaction à l'égard de l'ONAPREGECC présente des variations significatives en fonction des catégories démographiques et des localités spécifiques. Les femmes expriment une satisfaction de 21%, tandis que les hommes affichent un niveau plus élevé à 52%. Les satisfactions tirent leur source de l'amélioration des compétences des membres à travers les post-tests réalisés. Ce test démontre leur compétence à analyser, prévenir et gérer les éventuels conflits qui surgiraient. Cependant, des disparités apparaissent au niveau local, avec des taux de satisfaction inférieurs à la moyenne (73%) observés à Falangountou (69%), Gorom-Gorom (48%), et Kongoussi (58%). Ces différences pourraient s'expliquer par le fait que à Falangountou et à Gorom-Gorom, plusieurs membres de l'ONAPREGECC ont quitté la commune pour des raisons de sécurité ; Et récemment encore la commune de Kongoussi semble isolée du fait de la récurrence des activités des GEV autour de la ville.

☛ **Pourcentage des répondants des communautés cibles interrogés qui pensent que les décisions/actions des démembrements ONAPREGECC sont inclusives et répondent à leurs préoccupations.**

La progression du pourcentage des répondants des communautés cibles qui estiment que les décisions et actions des démembrements de l'ONAPREGECC sont inclusives et répondent à leurs préoccupations, est passée de 44% (étude de base en 2021) à 69% au terme de la mise en œuvre des activités. Cette hausse de 25%, suggère une amélioration significative de la perception de l'engagement de l'organisation. Elle peut refléter une adaptation réussie des démembrements de l'ONAPREGECC aux besoins spécifiques de la communauté, mettant en évidence une meilleure prise en compte des opinions locales dans le processus décisionnel. Ces résultats positifs indiquent vraisemblablement une communication plus efficace (basée sur les messages et les canaux), une collaboration accrue avec la communauté et une capacité à intégrer des retours constructifs, renforçant ainsi la légitimité et l'acceptation des actions de l'ONAPREGECC au sein des communautés. Une participante s'exprima en ces propos lors d'un focus group de jeunes filles à Kongoussi : « On a vraiment vu un changement, vous savez. Au début, tout le monde ne pensait pas que l'ONAPREGECC écoutait vraiment nos préoccupations. On se sent vraiment plus entendus et compris aujourd'hui... »

Figure 6: Niveau de perception des cibles que les décisions/actions

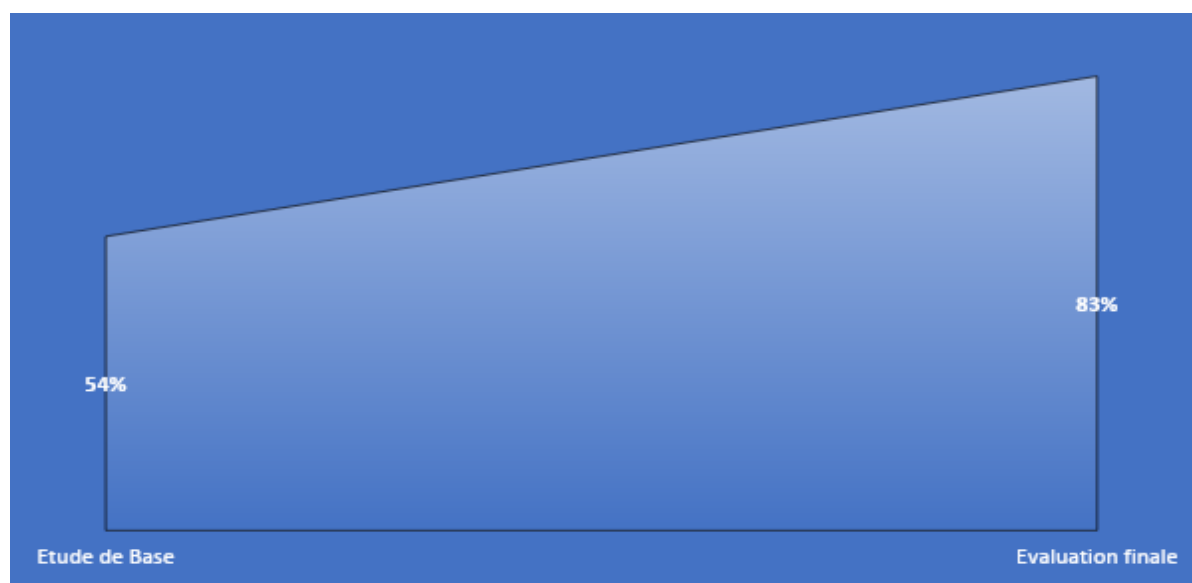


Toutefois, l'évaluation de la prise de décision inclusive au sein de l'ONAPREGECC révèle des tendances variées selon les catégories démographiques et les localités spécifiques. Les femmes affichent un pourcentage de 66%, tandis que les hommes présentent un niveau légèrement plus élevé à 71%. Cependant, des différences sont observées au niveau local, avec des taux de prise de décision inclusive en dessous de la moyenne (69%) à Dori (50%), Gorom- Gorom (61%), et Kongoussi (41%). Ces différences pourraient résulter de dynamiques socioculturelles spécifiques à chaque communauté, influençant la manière dont les décisions inclusives sont prises au sein de l'ONAPREGECC. Des facteurs tels que des normes culturelles, des structures de pouvoir existantes, des traditions locales et des perceptions de genre peuvent jouer un rôle significatif dans la participation et la représentation des différentes catégories démographiques.

☛ **Pourcentage de jeunes hommes et femmes leaders et des autorités formelles et informelles qui déclarent collaborer activement autour de stratégies de protection et de cohésion sociale**

La progression significative du pourcentage de jeunes hommes et femmes leaders ainsi que des autorités formelles et informelles, est respectivement de 54% à 83% pour l'étude de base et l'évaluation finale ; On note un effet significatif du fait des activités réalisées dans le cadre du projet « Woumtaaba » de 29 points. Cette augmentation suggère un renforcement des partenariats entre les différentes couches sociales au sein des communautés, illustrant une meilleure coordination et synergie (ateliers d'identification des indicateurs et planification participative) dans la planification et la mise en œuvre de stratégies de protection et de renforcement de la cohésion sociale. Ces résultats peuvent témoigner du succès des efforts déployés pour encourager la collaboration intergénérationnelle et la participation inclusive, traduisant l'importance de la mobilisation conjointe des jeunes et des autorités pour promouvoir la stabilité et le bien-être communautaire. Cette satisfaction est partagée par les journalistes comme le déclare un animateur de radio communautaire à Kongoussi : « C'est vraiment encourageant de voir à quel point la collaboration s'est renforcée au fil du temps. Les jeunes leaders travaillent de manière plus étroite avec les autorités formelles et informelles pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies de protection et de cohésion sociale...

Figure 7: Niveau de la collaboration des leaders et des autorités formelles et informelles autour de stratégies de protection et de cohésion sociale



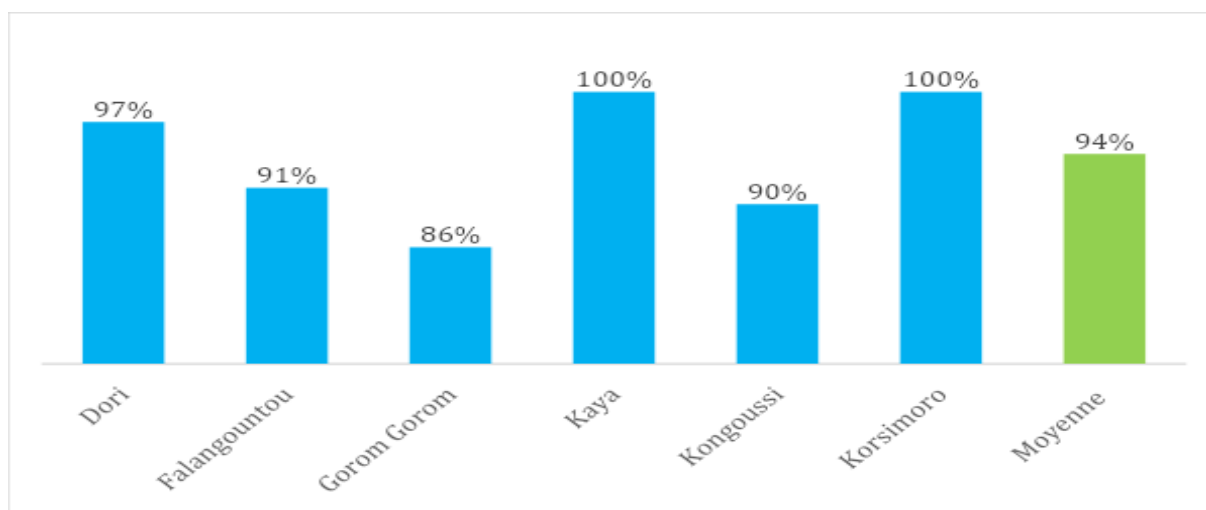
Cependant, il est à noter qu'une collaboration importante est observée entre les jeunes leaders de sexe masculin (86%) et les autorités. Les autorités étant majoritairement des hommes, il n'est pas bien apprécié que les jeunes filles soient en contact avec les autorités dans la société aux dires des femmes rencontrées dans les groupes de discussions. Elles estiment que s'il arrive qu'il y ait des plaintes sur le comportement (jugé déplacé) d'une fille, la maman est prise pour responsable. Au niveau des communes, une collaboration relativement plus faible est constatée à Kongoussi (41%), révélant des disparités notables entre les localités. Malgré un score en deçà de la moyenne générale, Dori maintient néanmoins un niveau de collaboration respectable à 69%.

☛ Pourcentage de la population qui mène des actions pour influencer les choses qui lui tiennent à cœur

Globalement, 94% de la population est engagée dans des actions pour influencer des questions qui leur sont importantes. On observe des variations, avec des taux plus élevés dans certaines communes comme Dori (97%), Korsimoro (100%) et Kaya (100%), indiquant un niveau d'activisme plus marqué dans ces zones spécifiques. Ces constats sont symptomatiques de la crise sécuritaire dont sont victimes les populations dans les régions couvertes par le projet. En effet, dans les chefs-lieux de régions, les personnes déplacées internes trouvent refuge et mènent une vie relativement décente. En ce qui concerne la commune de Falangountou, la situation sécuritaire s'est relativement améliorée ces derniers mois permettant une mobilité des populations avec Dori, toutefois, cette accalmie est très précaire et volatile.

En revanche, certaines localités comme Gorom-Gorom (86%) et Kongoussi (90%) montrent une participation légèrement moins élevée. Gorom-Gorom reste une localité isolée, alors que Kongoussi reste accessible, mais la peur entrave plusieurs catégories de personnes à s'engager pour être des acteurs. L'intérêt saillant est la disparité entre les genres, où les femmes (98%) montrent un niveau d'implication plus élevé par rapport aux hommes (92%) ; Et une jeune fille DPI de 20 ans dans la commune de Kongoussi témoigne en ces termes : « *Nous sommes venues de nos villages, chassés par les GEV et depuis que le projet nous assiste, nous avons maintenant de l'eau à boire, mais nous avons toujours peur d'entreprendre les actions qui nous tiennent à cœur puisque nous craignons les représailles et ce que diront les autres.... Ce n'est pas facile d'être inactives alors qu'on veut agir* »

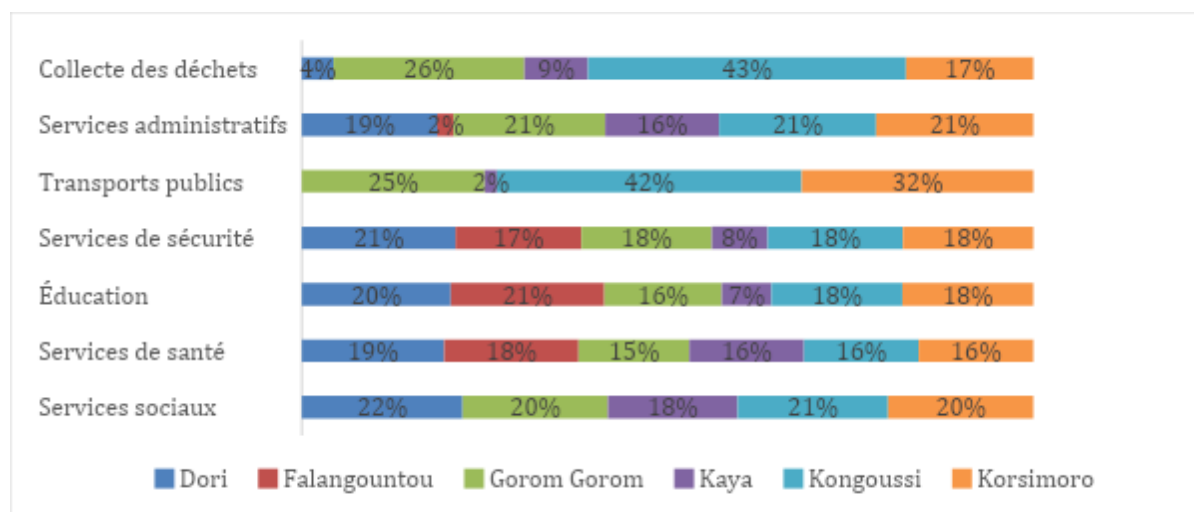
Figure 8: Proportion des répondants qui disent mener des activités pour influencer les choses qui leur tiennent à cœur



3.4.8 Pourcentage de la population qui est satisfaite des services qu'elle demande aux autorités

L'examen du niveau de disponibilité et de fonctionnalité des administrations publiques dans les régions du Centre-Nord et du Sahel révèle des variations marquées dans divers secteurs (éducation, santé, services sociaux, sécurité, transport public, collecte de déchets, services administratifs, etc...). En matière de services de santé de base, la commune de Dori affiche une disponibilité de 19%, suivie de Falangountou (18%) tandis que Gorom-Gorom présente un pourcentage légèrement plus faible à 15%. Une tendance similaire est observée dans le secteur de l'éducation, avec Falangountou montrant une disponibilité supérieure à 21% par rapport à Kaya (7%). Cependant, la dynamique s'inverse dans les services administratifs, où les communes de Kongoussi et Korsimoro affichent chacune 21% de disponibilité par rapport à Falangountou à 2%. Les services sociaux montrent une répartition plus équilibrée, avec la commune de Dori présentant une disponibilité plus élevée (22%) et la plus faible Kaya (18%). En revanche, les services de transport montrent une prédominance à Kongoussi (42%), suivie de Korsimoro (32%) et le plus faible taux revient à Kaya (2%). Au niveau des services de sécurité, la tendance oscille entre 21% et 17% pour toutes les communes à l'exception de Kaya où la situation reste préoccupante (8%).

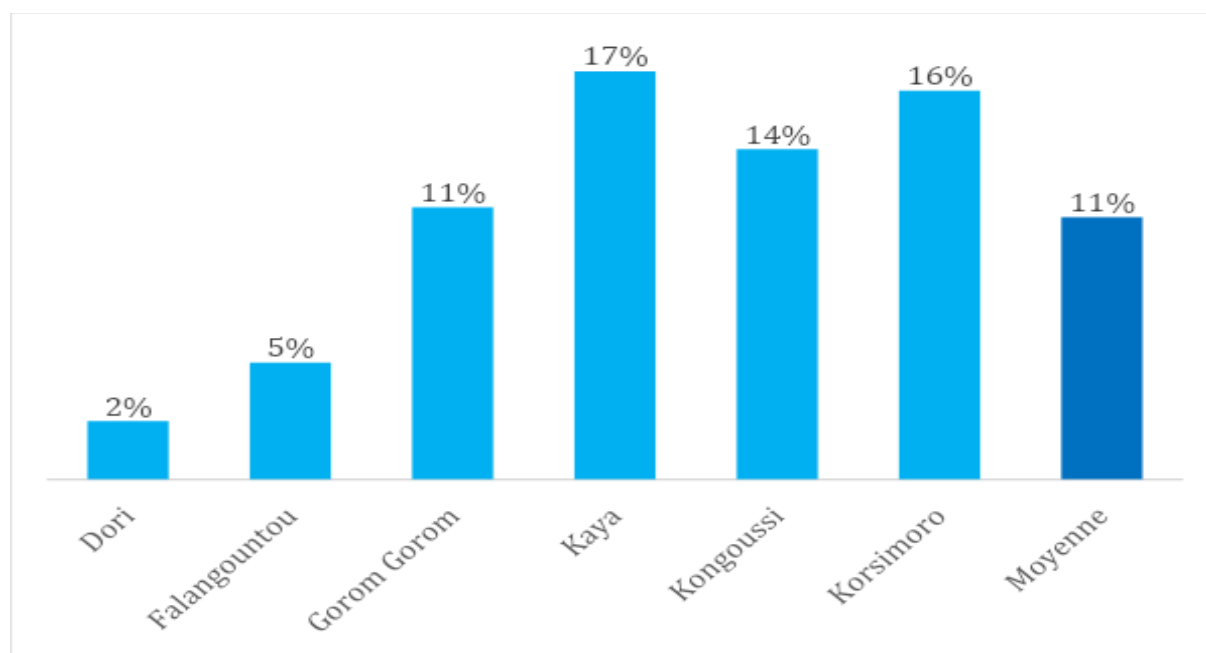
Figure 9: Niveau de disponibilité et de fonctionnalité des administrations publiques selon les répondants



Malgré la disponibilité des autorités, le niveau de satisfaction individuelle en matière de besoins exprimés reste relativement faible (11%), tout en présentant des disparités. Cela pourrait s'expliquer par la difficulté pour les autorités à trouver des solutions idoines dans la mesure où l'État est résilient face à la crise et mobilise les moyens pour y faire face au détriment des autres secteurs (Les secteurs sociaux, et ceux portant sur la production de la richesse). C'est pourquoi la venue du projet « Woumtaaba » a été saluée par les bénéficiaires et les autorités à tous les niveaux. Les taux de satisfaction relativement au-dessus de la moyenne, notamment à Kaya (17%), Korsimoro (16%), Kongoussi (14%) suggèrent une réponse positive des citoyens envers les services fournis par les autorités. Cependant, les taux de satisfaction sont légèrement inférieurs à la moyenne à Gorom Gorom (11%), Falangountou (5%) et Dori (2%).

Dans la commune de Dori, depuis le blocus lié à la présence des GEV sur l'axe Kaya-Dori, les besoins primaires des populations peinent à être satisfaites alors que les habitants de Falangountou venaient s'approvisionner à Dori et cela est relayé par un **leader religieux dans la commune de Dori** en ces termes : « Il est devenu très difficile de se nourrir, s'approvisionner en eau et se soigner. Je suis père de 27 enfants, je pense que vous comprenez ce que je vis ; Chaque jour, je regarde mes enfants souffrir de maladie et de faim ; Deux en sont morts de maladie ces derniers mois, et.... C'est la désolation ! Seul Allah peut nous aider ».

Figure 10: Niveau de satisfaction des répondants par rapport aux services demandés aux autorités



Dans ces conditions, ce sont les femmes et les enfants qui sont les plus affectés et les premières expriment leur faible niveau de satisfaction des services demandés aux autorités (15%). C'est le cri de cœur d'une jeune mère de 23 ans habitant la commune de Falangoutou : « *ma vie n'a plus de sens car mon mari a été tué par les GEV et je suis devenue la cheffe de ménage avec 6 enfants à bas âge ; je ne peux plus cultiver, ni élever les animaux pour nourrir mes enfants. Les conseillers et les autorités sont partis à Dori et je ne sais que faire, même s'ils étaient là, je ne pense pas qu'ils peuvent m'aider tout le temps, je veux souvent disparaître et je me ressaisis en pensant à ce que vont devenir mes enfants si je ne suis plus en vie* ».

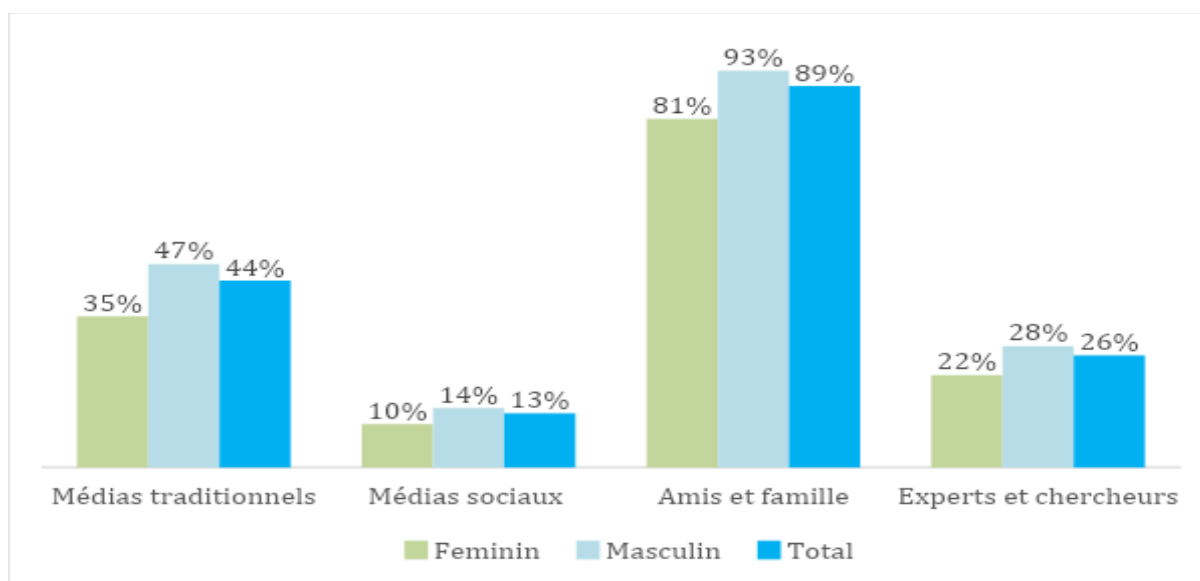
☛ Niveau de différence entre les groupes démographiques en ce qui concerne la confiance dans les Sources d'information

L'analyse du niveau de confiance dans les sources d'information révèle des disparités significatives entre les genres et les différentes catégories de sources. Les femmes affichent un niveau de confiance relativement bas dans les médias traditionnels (35%) et les médias sociaux (10%), du fait de leur méfiance vis-à-vis de ces canaux d'information. En revanche, les hommes présentent des niveaux de confiance plus élevés, notamment dans les médias traditionnels (47%) et les médias sociaux (14%).

Au niveau global, les médias traditionnels obtiennent un taux de confiance de 44%, tandis que les médias sociaux sont plus faibles avec seulement 12% de confiance. Les amis et la famille bénéficient d'un niveau de confiance élevé de 89%, indiquant une préférence pour les sources plus personnelles⁷. Et un leader coutumier dans la commune de Korsimoro d'affirmer : « *Aujourd'hui les jeunes fabriquent de fausses informations sur leur portable et ils contribuent à détruire notre culture. C'est tout ça qui a envoyé la guerre au pays. Moi je fais confiance à ma radio. Elle me donne chaque jour les vraies informations et elle est mon compagnon fidèle depuis toujours* ».

⁷ Ce sont les informations qui se partagent en privé et qui sont de sources généralement fiables

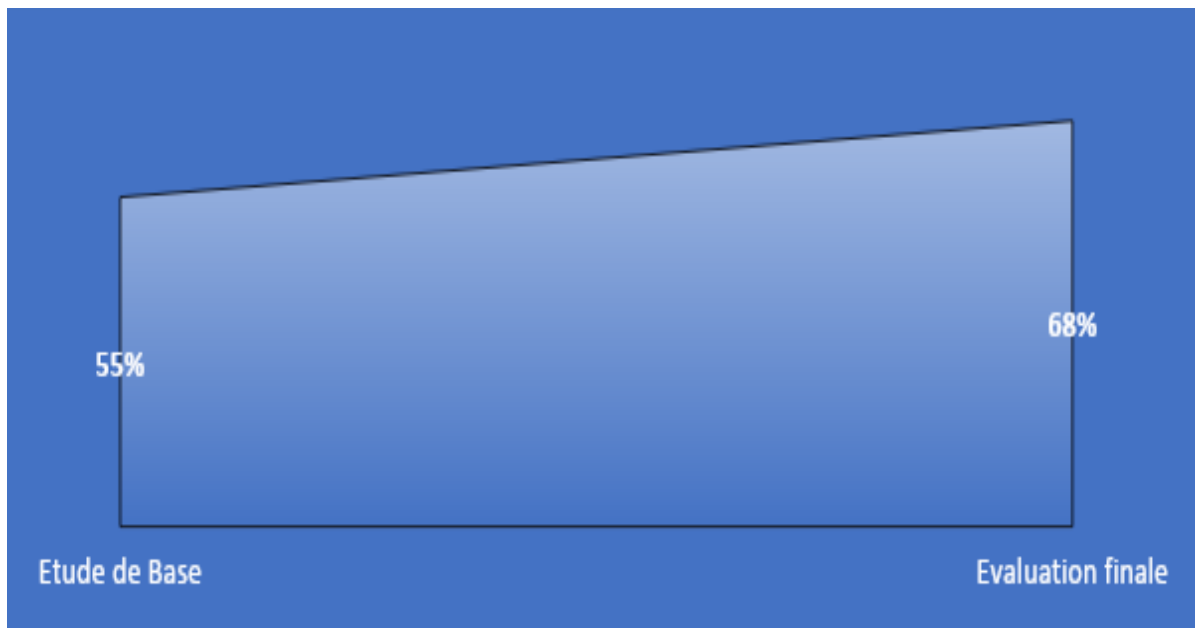
Figure 11: Niveau de confiance des répondants dans les sources d'information



Cette tendance à la hausse suggère également que les ajustements ou les stratégies mises en œuvre tout au long du projet ont eu un impact favorable, contribuant ainsi à instaurer un climat de confiance propice à des initiatives de développement durable et centrées sur la communauté.

Cependant, des niveaux de confiance relativement plus faibles sont observés à Falangountou (20% pour en ce qui concerne les médias traditionnels, 0% pour les médias sociaux, 51% pour amis et famille et 4% pour expert), à Kaya (0% pour en ce qui concerne les médias traditionnels, 0% pour les médias sociaux, 5% pour amis et famille et 5% pour expert) et à Gorom-Gorom (19% pour en ce qui concerne les médias traditionnels, 0% pour les médias sociaux, 93% pour amis et famille et 4% pour expert). Les raisons des faibles taux de confiance observés dans certaines localités peuvent être multifactorielles et liées à divers aspects. À Falangountou et Kaya, elles pourraient résulter de tensions historiques non résolues ou de divergences culturelles profondes. Dans le cas de Gorom-Gorom, la confiance relativement modérée pourrait être influencée par des préoccupations locales non traitées et l'isolement de la ville qui regorge une importante communauté de PDI.

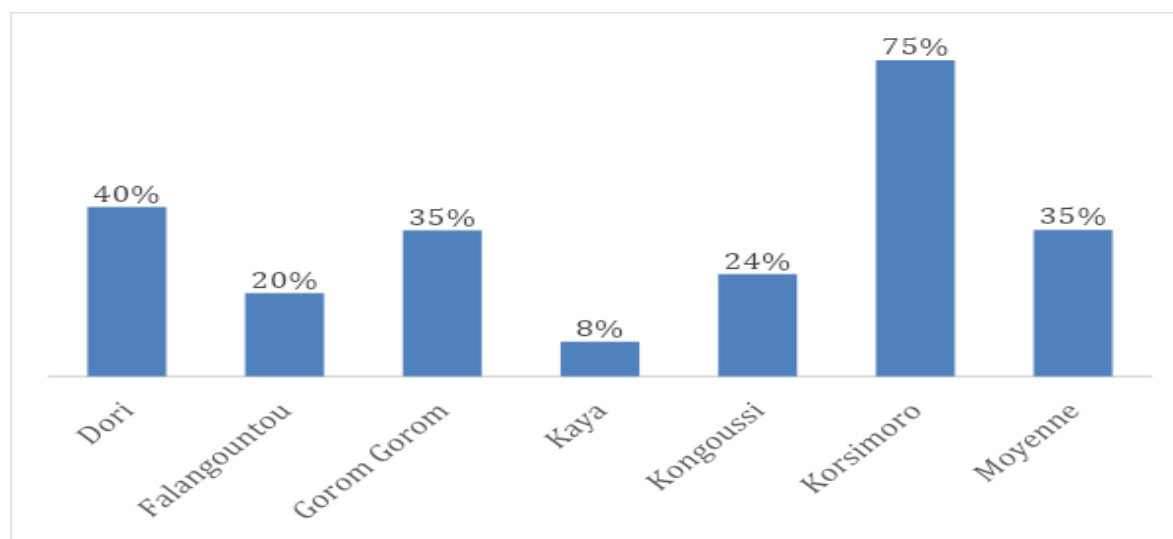
Figure 12: Niveau de confiance des répondants dans les interactions avec les autres communautés



Niveau du sentiment de sécurité des populations dans les communautés

A la fin de ce projet qui a engrangé de résultats forts appréciables, il convient d'attirer l'attention de toutes les parties prenantes sur le fait que le sentiment de sécurité des communautés est faible et les chiffres parlent d'eux-mêmes. En effet, le taux général d'appréciation est de 35%. La répartition par commune révèle une disparité significative des taux du sentiment de sécurité au sein des différentes localités. Alors que Korsimoro affiche un niveau élevé de satisfaction à 75%, suivie de Dori (40%) dépassant la moyenne générale de 35%, d'autres localités comme Kaya (8%), Falangountou (20%), et Kongoussi (24%) présentent des taux de satisfaction en deçà de la moyenne. Ces différences pourraient être influencées par des facteurs tels que la présence d'acteurs conflictuels, des incidents de sécurité récents, l'absence d'infrastructures de protection/habitat, ou l'incapacité des autorités à déployer des efforts spécifiques dans chaque communauté pour renforcer la sécurité.

Figure 13: Proportion des répondants qui disent se sentir en sécurité quand ils se déplacent dans les communautés



Le projet "Woumtaba" a apporté une contribution significative à la réduction de la violence intercommunautaire et au renforcement de la cohésion sociale dans les régions touchées par les déplacements. En mettant en œuvre des initiatives ciblées, le projet a contribué à atténuer les tensions intercommunautaires en favorisant le dialogue, la compréhension mutuelle et la résolution pacifique des conflits. Les efforts déployés ont également visé à répondre aux besoins spécifiques des communautés déplacées, favorisant ainsi leur intégration harmonieuse dans leurs nouvelles localités. En renforçant les mécanismes locaux de gestion des conflits et en encourageant la participation active des membres de la communauté, le projet a jeté les bases d'une stabilité durable. En outre, les actions axées sur la cohésion sociale ont favorisé la création de liens positifs entre les différentes communautés, contribuant ainsi à la construction d'une société plus résiliente et unifiée. L'impact du projet "Woumtaba" va au-delà de la simple atténuation des conflits ; il a ouvert la voie à une transformation positive des dynamiques sociales (l'acceptation de l'autre dans sa différence, le partage, l'hospitalité) dans les régions touchées par les déplacements.

3.5 Indicateurs du projet

Tableau 5 : Niveau d'atteinte des indicateurs

STABILISATION ET LES OPÉRATIONS DE PAIX (PSOP)	Baseline du projet	Cible du projet	Evaluation Finale
Objectif global : Réduire la violence intercommunautaire et renforcer la cohésion sociale dans les régions du Centre Nord et Sahel au Burkina Faso			
Objectif Spécifique 1 : soutenir un groupe inclusif de jeunes hommes et femmes leaders dans la mise en œuvre d'initiatives de prévention de conflits et de protection communautaire, en collaboration avec les autorités formelles et informelles, les acteurs de la sécurité et les médias.			

Indicateur 1.1 : % et # des répondants des communautés cibles interrogés qui reconnaissent la valeur ajoutée des jeunes (désagrégé par sexe) dans la promotion de la cohésion sociale dans leurs communautés	Nombre : 98	60%	85,5%
	51%		
Par sexe			
Homme	65,30%	NA	87%
Femme	34,70%	NA	84%
1.1 : % et # de jeunes hommes et femmes leaders et des autorités formelles et informelles qui déclarent collaborer activement autour de stratégies de protection et de cohésion sociale	Nombre : 105	75%	80,5%
	54,40%		
Par sexe			
Homme	67,70%	NA	86%
Femme	41,10%	NA	75%
1.2 : % et # des professionnels des médias et influenceurs qui déclarent agir pour prévenir les messages de haine et produire des contenus médiatiques sur la base d'informations vérifiées et sensibles au conflit	Nombre : 15	75%	100%
	53,60%		
Par Sexe			
Homme	66,60%	NA	100%
Femme	33,40%	NA	100%
Objectif Spécifique 2 : Répondre aux causes structurelles et récurrentes des conflits à travers le renforcement des mécanismes de gestion de conflit et la mise en œuvre de projets de stabilisation			
Indicateur 2.1 : % et # des répondants des communautés cibles interrogés satisfaits de l'efficacité des actions de l'ONAPREGECC pour la gestion des conflits	Nombre : 26	60%	73%
	39,40%		
Par sexe			
Homme	73,90%	Pas défini	74%
Femme	26,10%	Pas défini	72%
2.1 : % et # des répondants des communautés cibles interrogés qui pensent que les décisions/actions des démembrés	Nombre : 85	Pas défini	68,5%

ONAPREGECC sont inclusives et répondent à leurs préoccupations	44,30%		
Par sexe			
Homme	65,91%	Pas défini	71%
Femme	34,09%	Pas défini	66%
2.2 : % et # des membres des démembrements de l'ONAPREGECC dont les connaissances et appui reçus permettent d'assumer leurs fonctions de manière inclusive, sensible au genre et effective.	Nombre : 87 45,3%	Pas défini	90%
Par sexe			
Homme	65,60%	NA	90%
Femme	34,40%	NA	0%
2.3 : % et # des membres des démembrements de l'ONAPREGECC qui agissent pour la consolidation de la paix et le développement pour répondre aux causes structurelles des conflits	Nombre : 15 62,5%	60%	100%
Par Sexe			
Homme	100%	NA	100%
Femme	0%	NA	0%

Le tableau des indicateurs met en lumière les résultats de l'évaluation finale par rapport aux indicateurs spécifiques du projet "Woumtaaba" visant à réduire la violence intercommunautaire et renforcer la cohésion sociale. Dans l'Objectif Spécifique 1, le pourcentage de répondants des communautés cibles reconnaissant la valeur ajoutée des jeunes leaders atteint 85,5%, avec des variations entre les sexes (87% pour les hommes et 84% pour les femmes). La collaboration active autour des stratégies de protection et de cohésion sociale est évaluée à 80,5%, montrant des différences notables entre les genres (86% pour les hommes et 75% pour les femmes). Pour l'Objectif Spécifique 2, la satisfaction des actions de l'ONAPREGECC dans la gestion des conflits atteint 100%, mais les opinions sur l'inclusivité de leurs décisions varient (68,9% au total, 71% pour les hommes, et 66% pour les femmes). Les résultats montrent également une forte satisfaction des membres de l'ONAPREGECC quant à l'efficacité de leurs actions (90%) et leur engagement pour la consolidation de la paix (84%). La seule insuffisance liée à cette analyse est le fait qu'à l'étude de base, il y avait des femmes membres de l'ONAPREGECC alors que lors de l'évaluation finale, tous les répondants étaient des hommes.

3.6 Durabilité du projet

Les démembrements de l'ONAPREGECC, les membres des CVD, les COGeS, les comités de gestion des points d'eau, acteurs locaux à la base et les autorités locales ont bénéficié de plusieurs activités de renforcement de capacités durant la vie du projet. Les connaissances et les compétences acquises par ces acteurs sont des acquis qui peuvent être exploités pour apporter des réponses concertées aux problèmes qui surviennent dans les communautés. Les

90,47% des membres de l'ONAPREGECC interrogés affirment pouvoir continuer leurs missions après le projet, quant aux 09,53%, ils pensent que les moyens feront défaut ; En ce qui concerne le changement de comportements des populations impactées par le projet, ce sont 95,23% d'entre eux qui affirment cet acquis perdurera. Les effets multiplicateurs du projet ont été soulignés pour tous les répondants ; Les théâtres participatifs et les initiatives communautaires seront poursuivis par les jeunes. Au niveau des communicateurs/animateurs de radio, ce sont 95% des répondants qui ont pris l'engagement de poursuivre la diffusion des émissions et d'interagir avec la population. Leurs rôles et leurs influences dans les communautés leur confèrent une légitimité naturelle ; De même les témoignages et récits recueillis au cours des entretiens et des groupes de discussions permettent d'affirmer que les connaissances et compétences sont utilisées au-delà de la vie du projet pour répondre aux problèmes qui surviendront dans les communautés.

En plus de l'acquisition et l'utilisation des connaissances et compétences par les différents acteurs du projet, les cadres d'échange intra et intercommunautaires sont un acquis. Les acteurs locaux sont unanimes que ces cadres continueront d'exister tout comme les COGeS. Du fait de l'engagement des acteurs locaux et de l'ancrage des actions, les évaluateurs estiment que la durabilité sera réelle.

Par ailleurs, les infrastructures hydrauliques vont continuer à améliorer la couverture des communes et réduire les conflits liés à l'accès et à l'utilisation des points d'eau ; De même les comités locaux de gestion de l'eau (CLE) assureront l'utilisation rationnelle et l'entretien des infrastructures hydrauliques ; A cela s'ajoute le suivi régulier des services techniques décentralisés (STD), gage de la durabilité des ouvrages surtout en ce qui concerne les équipements hydrauliques. Les démembrements de l'ONAPREGECC vont continuer à porter les processus de redevabilité et inciter les autorités à l'inclusion des communautés à la prise de décision. Enfin, les émissions radiophoniques produites vont continuer à être diffusées. Cette diffusion sera soutenue par les collectivités à travers les initiatives locales. En plus les radios ont pris l'engagement de poursuivre la production des émissions similaires à celles du projet, de même que les troupes d'animation qui souhaitent continuer les sensibilisations.

3.6.1 Acquisition des connaissances

L'examen du niveau d'acquisition de connaissances des membres de l'ONAPREGECC dans les régions du Centre-Nord et du Sahel révèle une répartition relativement équilibrée, avec 48% dans le Centre-Nord et 52% dans le Sahel. Ces pourcentages indiquent le degré de familiarité des membres de l'ONAPREGECC avec les aspects clés du projet Woumtaaba. La légère variation entre les régions peut être attribuée à divers facteurs tels que les méthodes de communication, la disponibilité des ressources éducatives et les dynamiques locales. « *Les initiatives portées par le projet ont eu un effet considérable sur la collaboration et la confiance entre les acteurs...* » **Déclare un membre de l'ONAPREGECC à Kongoussi**

Ces connaissances restent des gages sûrs pour permettre à ces acteurs de continuer à promouvoir la cohésion sociale dans les différentes localités après la fin du projet ; Toutefois, l'État et les partenaires techniques et financiers devraient travailler à faciliter leur travail à travers les initiatives qui pourront être entreprises le plus rapidement possible.

3.6.2 Appropriation du projet par l'ONAPREGECC et ses démembrements

L'ONAPREGECC et ses démembrements ont manifesté une appropriation substantielle du projet Woumtaaba, démontrant un engagement fort dans sa mise en œuvre. Les membres ont

bénéficié de formations et de coaching, renforçant ainsi leurs compétences en gestion de conflit et en consolidation de la paix. Les observatoires départementaux et villageois de l'ONAPREGECC ont été mis en place ou redynamisés, avec une implication active dans la réalisation de projets de stabilisation. Cette appropriation se reflète dans le fait que 90% des membres déclarent que les connaissances et le soutien reçus leur permettent d'assumer leurs fonctions de manière inclusive, sensible au genre et effective. De plus, 63% des membres agissent en faveur de la paix à travers les échanges, les analyses pour la consolidation de la paix et le développement, établissant ainsi les causes structurelles des conflits. Cette appropriation de la part de l'ONAPREGECC et de ses démembrements démontre le rôle central que ces acteurs jouent dans la pérennisation des initiatives de gestion des conflits et de promotion de la cohésion sociale, faisant du projet Woumtaaba une initiative durable et ancrée au niveau communautaire.

Si l'évaluation permet de confirmer que les connaissances et les compétences acquises sont exploitées au profit du renforcement de la cohésion sociale dans les communes, que les forages vont continuer de fonctionner, il faudra que les démembrements de l'ONAPREGECC développent des initiatives auprès de l'administration et des autres partenaires afin de disposer des appuis pour poursuivre leurs activités.

3.6.3 Appropriation de « Woumtaaba » par l'État et les acteurs des autres acteurs nationaux

L'appropriation du projet « Woumtaaba » par les acteurs nationaux et l'État est un élément crucial pour assurer la durabilité du projet. Cette appropriation a été facilitée par la conviction que les objectifs du projet sont conformes à la mission de réduire la violence intercommunautaire et renforcer la cohésion sociale dans les régions affectées par les déplacements de populations au Burkina Faso. Le rôle de l'État en tant que détenteur d'obligations en matière de promotion de la paix, de la cohésion sociale et de protection des personnes et de leurs biens est aussi compris par le gouvernement Burkinabé et les autres acteurs nationaux. En effet, lors des échanges avec les Directions en charge de la justice et des droits humains, il a été fait mention de faciliter le fonctionnement des démembrements de l'ONAPREGECC en recherchant des moyens auprès des bailleurs.

L'ONAPREGECC évolue dans la cohésion sociale sur toute l'étendue du territoire nationale et depuis des années. Les innovations depuis 2016 ont favorisé l'installation des démembrements dans toutes les régions, provinces, départements et villages du pays. De facto, en sa qualité d'institution de l'État, il ressort des entretiens avec les responsables la nécessité de poursuivre la collaboration avec les partenaires tels que Search. Aussi, le projet a donné l'opportunité aux démembrements de l'ONAPREGECC de s'approprier les approches innovantes qu'elles continueront à implémenter avec la collaboration des autorités locales et des services techniques déconcentrés. En effet, l'ONAPREGECC reste garante de la qualité et de la durabilité des acquis en matière de cohésion sociale. C'est ce que témoignent les propos d'un **membre régional de l'ONAPREGECC dans la région du Sahel** « *les initiatives de ce genre sont importantes pour nous outiller, apporter de nouvelles approches, mais elles nous permettent de poursuivre les actions par la suite, puisque la réduction de la violence intercommunautaire prend plus de temps que la durée d'un projet. Et il est de notre devoir de réussir de telle mission si nous voulons être de vrais transformateurs de la société et soutenir le vivre ensemble* »

En effet, le projet s'inscrit dans les politiques de promotion de la paix au Burkina, notamment la Stratégie nationale de promotion d'une culture de la tolérance et de la paix du Burkina Faso (SNPTCP/BF). Cette politique sous-entend donc une collaboration à tous les niveaux afin de parvenir à une paix durable. L'objectif du projet « Woumtaaba » renforce également la

confiance entre les communautés à la base, les forces de défense et de sécurité, les autorités et les populations.

3.6.4 Pérennisation de la collaboration entre les autorités locales et les démembrements de l'ONAPREGECC

La pérennisation de la collaboration entre les autorités locales et les démembrements de l'ONAPREGECC est fondamentale pour assurer la continuité des efforts de gestion des conflits et le renforcement de la cohésion sociale au niveau local. Cela implique la création de mécanismes institutionnalisés et de structures durables qui favorisent la communication, la coordination et la coopération entre les deux parties au-delà de la période du projet. Intégrer les méthodologies de gestion des conflits dans les politiques locales, continuer la formation des acteurs locaux et renforcer les capacités des démembrements de l'ONAPREGECC sont des aspects essentiels de cette pérennisation. L'instauration d'un engagement continu, la reconnaissance mutuelle et l'alignement des objectifs à long terme contribuent à garantir cette collaboration qui restera efficace et bénéfique pour la stabilité et le bien-être des communautés locales à l'issue du projet.

3.6.5 Facteurs déterminants de la viabilité du projet

Les facteurs déterminants de la viabilité du projet "Woumtaaba" résident dans la capacité à maintenir et à renforcer les partenariats stratégiques établis, notamment entre l'ONAPREGECC, les autorités locales, les jeunes leaders, les médias, et d'autres acteurs nationaux. La pérennisation de la collaboration entre ces parties prenantes est cruciale, reposant sur une intégration réussie des méthodologies de gestion des conflits dans les politiques locales, une formation continue des acteurs locaux, et un renforcement des capacités des démembrements de l'ONAPREGECC. L'engagement mutuel, la reconnaissance des contributions de chaque acteur, et l'alignement des objectifs avec les besoins à long terme des communautés sont des éléments essentiels. Par ailleurs, la consolidation des mécanismes de gestion des conflits au niveau local et la diffusion des compétences acquises constituent des facteurs clés pour la durabilité et la répliquabilité du modèle dans d'autres contextes similaires, assurant ainsi l'impact à long terme du projet.

3.7 Succès, bonnes pratiques, contraintes et leçons apprises

3.7.1 Succès et bonnes pratiques

Le succès du projet "Woumtaaba" réside dans plusieurs aspects, notamment :

1. L'engagement actif des jeunes leaders qui a été reconnu par 86% des répondants, démontrant une contribution significative à la promotion de la cohésion sociale ;
2. La collaboration fructueuse entre l'ONAPREGECC, les autorités locales et les médias a conduit à une augmentation notable de la satisfaction quant à l'efficacité des actions de l'ONAPREGECC, passant de 41% à 73%.
3. De plus, les formations en transformation de conflit et en théâtre participatif ont atteint un taux de réussite de 100%, soulignant l'efficacité des méthodes éducatives employées.
4. La réalisation des infrastructures communautaires et l'implication des acteurs de la société civile sont également à créditer dans le cycle de vie du projet.

5. Les bonnes pratiques incluent aussi la mise en place d'observatoires départementaux et villageois de l'ONAPREGECC ainsi que la production d'émissions radiophoniques dédiées à la cohésion sociale.

Ces succès et bonnes pratiques témoignent de l'impact positif du projet, offrant des modèles utiles pour d'autres initiatives axées sur la gestion des conflits et la consolidation de la paix.

3.7.2 Contraintes et leçons apprises

Le projet "Woumtaaba" a dû surmonter certaines contraintes au cours de sa mise en œuvre. Parmi celles-ci, les défis sécuritaires ont constitué une contrainte majeure, entraînant des retards dans la réalisation des infrastructures communautaires prévues.

Cette évaluation du projet à travers diverses sources d'informations a permis de constater des contraintes et de tirer des leçons.

3.7.2.1 Contraintes

- La contrainte liée à l'insécurité : la mise en œuvre des activités a connu des reports et des annulations liés à la détérioration des conditions sécuritaires ;
- L'indisponibilité de certains partenaires notamment des autorités administratives à certaines périodes de la mise en œuvre du projet : cette situation est imputable en partie au coup d'état du 30 septembre 2022 ;
- La peur de s'exprimer de certaines cibles : de l'examen des sources d'informations, il est ressorti que certaines femmes refusent de s'exprimer devant les hommes et ces dernières le font également lors des séances de formation ;
- La non-réalisation de certaines activités du fait de l'insécurité : Notamment les productions de contenus "info-intox, la cérémonie de remise des prix et l'appui à la mise en œuvre de projets de stabilisation par les membres des observatoires.

3.7.2.2 Leçons apprises

Au titre des leçons tirées lors de la mise en œuvre du projet, on peut retenir :

- Une implication multidimensionnelle des parties prenantes : la mise en œuvre du projet a connu la participation de plusieurs partenaires : l'Etat, les autorités coutumières et religieuses, les démembrés de l'ONAPREGECC, les femmes/jeunes, leaders, les OSC. Cette implication a favorisé la mobilisation des communautés autour d'un intérêt commun ;
- La mise en place du mécanisme de redevabilité : cette disposition a permis de collecter et d'analyser des informations, d'orienter les actions du projet et surtout de prendre en compte les aspirations des bénéficiaires. Ce mécanisme a été une force de proposition des solutions face aux difficultés rencontrées ;
- L'engagement de l'équipe projet : il ressort des entretiens auprès des cibles que le personnel de mise en œuvre a fait preuve d'engagement et de disponibilité pour l'atteinte des résultats du projet ;
- Les initiatives de paix communautaires ont permis une meilleure complémentarité, collaboration et de cohésion entre les différentes couches sociales, intra et intercommunautaires ;
- L'institution d'un système de planification périodique a contribué à la facilitation de la réalisation des activités malgré les contraintes sécuritaires ;
- Les représentations de Théâtre participatif ont été des moments forts de rapprochement entre PDI et population hôte ;
- L'implication et la représentation de la majeure partie des couches sociales dans la réalisation des activités du projet a permis aux membres de la communauté de parler

de leurs attentes et sollicitation. Ce processus a également renforcé la cohésion sociale ;

- La Mise en place des COGes dans les communes touchées a permis de répondre aux besoins largement exprimés par la communauté et favorisé le rapprochement entre les structures sanitaires de base et la communauté ;

5. Conclusion

Le projet "Woumtaaba" a répondu aux besoins exprimés par l'ensemble des bénéficiaires. L'engagement actif des jeunes leaders, la collaboration efficace entre l'ONAPREGECC, les autorités locales et les médias, ainsi que le succès des formations en transformation de conflit et en théâtre participatif ont contribué à atteindre les objectifs fixés. Malgré les défis liés à la sécurité, le projet a su adapter ses activités pour répondre aux besoins changeants du contexte. Les niveaux élevés de satisfaction des répondants des communautés cibles, notamment envers l'efficacité des actions de l'ONAPREGECC, témoignent de l'impact positif du projet sur la perception des parties prenantes. Les résultats positifs obtenus, tels que l'augmentation du pourcentage de ceux reconnaissant la valeur ajoutée des jeunes dans la promotion de la cohésion sociale, indiquent une transformation positive des attitudes au sein des communautés.

Les leçons apprises, comme l'importance de la flexibilité dans la planification des activités et l'efficacité des approches éducatives participatives, offrent des perspectives précieuses pour guider de futures initiatives. En somme, le projet "Woumtaaba" peut être considéré comme une réussite, apportant des contributions significatives à la consolidation de la paix et à la promotion d'une coexistence pacifique au sein des communautés concernées.

6. Recommandations

A l'endroit de Search

- Initier un nouveau projet, dont la formulation permettra de soutenir le vivre ensemble, fragilisé actuellement pour la stigmatisation dans la lutte contre l'extrémisme violent avec ses effets collatéraux ; Certaines personnes sont accusées à tort d'être des collaborateurs des extrémistes et sans autres formes de procès sont exécutées ; Ce projet devra intégrer la promotion des droits de la femme pour d'égalité.
- Prendre en compte les démembrements l'ONAPREGECC dans de futures initiatives dans la zone ;
- Les futures formulations de projets, tirant les leçons de woumtaaba devront mettre l'accès sur les besoins en eau de la population et les activités génératrices de revenu ;
- Partant du manque de synergie d'actions dans la mise en œuvre de ce projet avec les autres intervenants nationaux et internationaux qui mettent en œuvre des actions similaires, il serait souhaitable que pour les futures interventions, search travaille à unir ses forces avec celles d'autres structures de renommée pour solliciter des financements et identifier des partenaires locaux de mise en œuvre pour plus de durabilité ;
- Search, au regard du niveau moyen d'atteinte de ses Indicateurs du cadre MEAL doit continuer à intensifier des actions en faveur des religieux et des coutumiers qui restent des socles sûrs de la société burkinabé et à même de contribuer de manière soutenue en milieu rural à promouvoir la cohésion sociale sur les plans intra et intercommunautaires afin d'accroître le pouvoir d'agir individuel de chaque acteur.

A l'endroit du programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP) du gouvernement canadien

- Le projet a apporté une solution à des préoccupations réelles que vivent les populations des deux régions, et tenant compte des résultats du projet et des défis sécuritaires et de la menace qui pèse sur le vivre-ensemble au Burkina Faso, l'évaluation suggère au PSOP de poursuivre le financement de projets qui soutiendraient la pérennisation des acquis de « WOUMTAABA », car sans paix, il n'y a pas de développement.

A l'endroit de l'État et des collectivités

- Les collectivités doivent mettre en place des mécanismes de mobilisation de ressources pour assurer la pérennisation des actions déjà amorcées par le projet ;
- Élargir les fonds des contributions patriotiques initiés en faveur des FDS et des VDP aux communautés afin de développer des initiatives locales de promotion de la cohésion sociale ;
- Doter les communes de moyens pour promouvoir les actions de paix au niveau local ;
- Continuer le recyclage et la formation des démembrés de l'ONAPREGECC.
- Organiser des rencontres périodiques permettant de faciliter la collaboration entre les différentes communautés au niveau communal

7. Annexes

- Tableau détaillé des indicateurs
- Les TDR de l'évaluation
- Les Outils de collectes des données
- La note méthodologique